

de la vie de la guerre -

Tome III

COLLECTION des APPAREILS STRATEGIQUES

- Président: J. Henry BERENGER
Vice-Président: Marcel BLAISANT
Général: L. LAFEBVRE du FREY
Secrétaires: L. Paul LAMONT
M. Aimé BERTRAND

MEMBRES

- Alexandre BACHELET
Jacques BARDOUX
René BESNARD
BOIVIN-CHATEAUX
Victor BORET
Henry BOURDEAUX
Albert BUISSON
Joseph CAPUS
Larquis de CHAMBRUN
Charles DE JARDINS
Camille FERRAND
Gustave FOURMENT
Alp. GASNIER-DUFARG
Gaston HENRY-HAYE
André HONORAT
Anatole JOVELET
François LABROUSSE
Pierre LAVAIL
Comte de LEUSSE
Marquis de LUDRE
Alexandre MILLERAND
Frédéric MOLLARD
Joseph PARAYRE
J. PELLÉ-BONCOUR
Albert REYRONNET
Pierre RICHÉRY
Charles RIBEL
L. RENOULT
T. RÉGÉ
R. THOUIN
Stéphane de CASTELLANE

695276

Sénat

Procès-verbaux de la Commission
des Affaires Etrangères

—
Débâcles de guerre, Tome III :

du 6 mars 1940 au 7 juin 1940

(11 juillet 1940)

SÉNAT

Commission des Affaires Etrangères
et de
Politique Générale des Protectorats.

République Française

Paris, le

19

Paris, le 16 Mars 1940

Monsieur et cher Collègue,

D'accord avec M. le Président du Conseil, il a été décidé que son audition, pour ne pas faire double emploi avec les délibérations du Comité Secret du Sénat serait reportée à une date ultérieure devant notre Commission.

La prochaine séance de la Commission des Affaires Etrangères aura donc lieu après les vacances de Pâques, c'est à dire le vendredi 12 Avril à 15 heures.

Veuillez agréer, Monsieur et cher Collègue, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Président de la Commission :

Henr Bérenger

2

B./S.

Le Président du Conseil,
Ministre
des Affaires Etrangères.

Paris, le - 1 AVR 1940

- Cabinet -

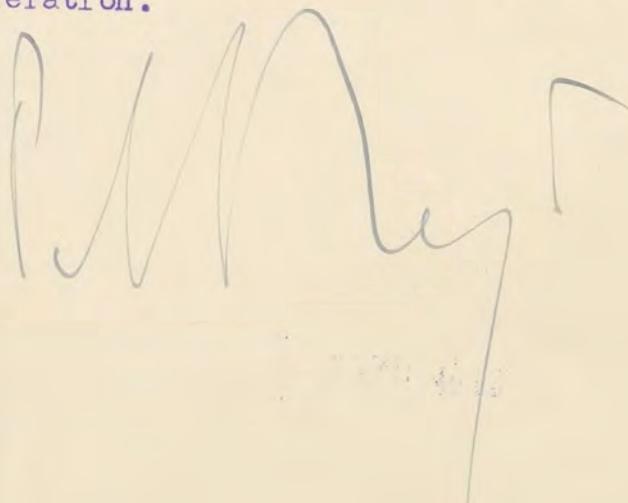
Réf. c.p. S. 1

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'informer du désir de la Commission des Affaires Etrangères et de Politique générale des Protectorats de prendre contact avec moi au cours d'une de ses prochaines réunions.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il m'est agréable de déférer au désir de la Commission et que je viendrai devant elle, le vendredi 12 avril, à 15 heures, pour lui exposer la politique extérieure du Gouvernement français, notamment, en ce qui concerne les Balkans, la Méditerranée et le proche Orient.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.



Monsieur Henry BERENGER
Président de la Commission des
Affaires Etrangères et de Politique
générale des Protectorats.

OFF.

de PARIS N° 0178744 W:

le 10/4/40- 18.45

PRESIDENT SENAT

à Monsieur *Henry Bérenger*
Sénateur

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES

En accord avec M. le Président du Conseil la réunion
de la COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES prévue pour le VENDREDI
12 AVRIL est reportée à une date ultérieure.

=====

AM

H
SÉNAT

Commission des Affaires Etrangères
et de
Politique Générale des Protectorats.

République Française

Paris, le

10 Avril 1940

19

Monsieur et cher Collègue,

Après le vote du Sénat et à l'issue de la Séance de ce jour, M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, m'a prié de vouloir bien accepter que son audition par notre Commission des Affaires Etrangères, qui était prévue pour vendredi 12, soit reportée à une date ultérieure en raison des événements actuels et des responsabilités auxquelles il avait à faire face.

Il a donc été entendu entre M. Paul REYNAUD et moi que son audition sur l'ensemble de la situation extérieure et sur la politique du Gouvernement Français et de ses Alliés aurait lieu à une date prochaine sur laquelle je serai appelé à vous fixer d'ici peu.

M. Paul REYNAUD m'a prié de remercier la Commission Sénatoriale et de transmettre à tous mes collègues à la fois ses excuses en même temps que ses remerciements.

La séance de Vendredi 12 avril n'aura donc pas lieu et vous recevrez d'ici peu une nouvelle convocation avec le même ordre du jour que précédemment.

Je serai reconnaissant à ceux de nos Collègues qui auraient des questions à poser au Gouvernement de bien vouloir me les faire connaître le plus rapidement qu'il leur sera possible.

Je vous prie d'agréer, Monsieur et cher Collègue, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Le Président de la Commission :

Hen. Berenger

le 12 Avril 1940

Monsieur et cher Collègue,

M. Paul REYNAUD, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères a bien voulu me faire savoir cet après-midi qu'il comptait pouvoir venir prendre contact avec notre Commission des Affaires Etrangères, Vendredi prochain 19 Avril à 17 heures 30, devant être retenu à la Chambre des Députés au début de l'après-midi.

Le Président du Conseil ferait alors l'exposé de la politique extérieure de la France et de ses Alliés en face des nouveaux problèmes posés par le développement de la guerre.

J'ai accepté en votre nom cette proposition et je vous serais reconnaissant de bien vouloir être présent à cette séance.

La Commission pourrait d'ailleurs se réunir une demie-heure auparavant soit Vendredi à 17 heures pour désigner un rapporteur sur la proposition de loi de M. Victor FORET tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à l'étude les moyens propres à rétablir des relations économiques normales entre les nations et à instituer un régime de paix économique; proposition qui a été renvoyée par le Sénat à l'examen de la Commission des Affaires Etrangères.

La prochaine séance de la Commission aura donc lieu Vendredi 19 Avril à 17 heures avec l'ordre du jour que je viens de vous indiquer.

Au cas où vous estimeriez utile de poser à M. le Président du Conseil une ou plusieurs questions, je vous serais reconnaissant de vouloir bien m'en saisir le plus rapidement possible.

Je vous prie d'agréer, Monsieur et cher Collègue, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Le Président de la Commission

Henry Berenger

SÉNAT

Commission des Affaires Etrangères
et de
Politique Générale des Protectorats.

République Française

Paris, le

16 Avril 1940

19

Monsieur et cher Collègue,

M. Paul REYNAUD, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, vient de me demander de reporter à Samedi matin 20 Avril à 10 heures précises, l'audition qu'il doit nous donner sur la situation internationale et la politique extérieure du Gouvernement.

Je n'ai pu que déférer à cette demande formulée par le Chef du Gouvernement et je vous prie de bien vouloir vous trouver présent à cette réunion de samedi matin, laquelle annule la réunion précédemment prévue pour vendredi soir à 17 heures.

Je n'ai pas manqué de transmettre à M. Paul REYNAUD les questions que certains de nos collègues ont désiré lui voir poser au cours de cette audition.

Je vous prie d'agréer, Monsieur et cher Collègue, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Le Président de la Commission.

Henri Bérenger

Questionnaires pour l'audition de M. le Prés. du C. (20 avril 1940)

QUESTIONS à POSER à M. le PRESIDENT du CONSEIL

(Audition du 20 avril 1940).

I. QUESTION posée par M. Charles REIBEL

Le Gouvernement Français a - t'il obtenu du Gouvernement britannique des engagements concernant les garanties de sécurité que le traité de paix doit donner à la France, notamment en ce qui concerne la rive gauche du Rhin ?

II. QUESTION posée par M. BOIVIN-CHAMPEAUX

Quelle est la portée des accords de Londres ?

III. QUESTIONS posées par M. Aimé BERTHOD

1°.- A - t'on avec la Roumanie des conversations d' état-major tendant à préparer sa défense contre une agression allemande ou contre une agression germano - russe ; et lui a t'on demandé de choisir pour l'une ou l'autre hypothèse une ligne de résistance qui lui évitât de subir en une semaine le sort de la Pologne ?

2°.- A - t'on pressenti la Turquie pour une action sur le Caucase, cette action impliquant la guerre à l' U.R.S.S., et qu'a répondu la Turquie ?

3°.- A - t'on demandé à la Turquie le passage des Détroits pour étendre à la Mer Noire les opérations du blocus, cette action n'impliquant pas nécessairement la guerre à l' U.R.S.S. et n'étant dirigée officiellement que contre l' Allemagne.

Le Gouvernement pense - t'il pouvoir s'appuyer pour formuler cette demande sur la convention de Montreux, et en particulier sur l' art. 19, alinéa 2 (assistance à un état victime d'une agression en vertu d'un traité d'assistance mutuelle engageant la Turquie à et sur l'art. 25 (référence au pacte de la S.D.N.) ?

4°.- Le Gouvernement pense - t'il que l'une ou l'autre de ces actions (Caucase ou Mer Noire) peut être engagée malgré l'opposition déclarée de l' Italie ou sans son accord ?

5°.- Le Gouvernement se propose - t'il d'établir dans l' Adriatique le blocus des importations destinées à l' Allemagne (en particulier des métaux de Yougoslavie) ou des exportations de l' Allemagne (en particulier du charbon destiné à l' Italie) ?

IV. QUESTIONS posées par M. Henry BERENGER.

1°.- Où en sont les relations diplomatiques de la France et de l' U.R.S.S.

2°.- Quelle est la politique de la France en Extrême-Orient, soit à l'égard du Japon, soit à l'égard de l'un ou l'autre des deux gouvernements de la Chine ?

3°.- Etat exact des relations franco - italiennes ?

(2)

4°.- Quelles est l'action de la France aux Etats-Unis d' Amérique ?

Y avons-nous une politique de présence réelle et d'influence continue en face des propagandes ennemis et des courants isalationnistes de ces derniers temps ?

Questionnaires pour l'audition de M. le Prés. de la Cé^e (20 avril 1940)

QUESTIONS FORMULEES par M. Camille FERRAND, Sénateur

- 1° Notre Politique vis à vis de la Russie ?
 - 2° Notre Politique vis à vis de l' Italie ?
 - 3° Montant des effectifs de l'armée britannique ?
-

9

W.S.

Questionnaire présenté à M. le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères
à la séance du 19 Avril 1940

QUESTION formulée par M. Marcel PLAISANT

M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, n'estime-t'il pas que la Convention de Montreux du 20 Juillet 1936 combinée avec le Traité franco - anglo - turc du 19 Octobre 1939 ouvre, à la France et à la Grande-Bretagne, la faculté, sur préavis à la Turquie, de passer à travers les Détroits, tous les bâtiments de guerre nécessaires pour exercer dans la Mer Noire le droit de visite et ses suites sur les navires allemands, ou armés par les soins de l'Allemagne, transportant du pétrole ou autres approvisionnements de guerre au profit de l'Allemagne, coupable d'une agression commise contre la Pologne, Etat européen dont deux parties contractantes à Ankara, s'étaient engagées à maintenir l'indépendance ?

Séance du Samedi 20 avril 1940 - 10 heures

Présé: M. Henry Bérenger, Président.

Présents: M. M. Plaizant, vice-Pr., A. Barthod et P. Laffont, Turpin, Desjardins, Millerand, Bardaud, de Castellane, Pichot, C. Ferrand, Peyronnet, Buisson, Fourment, de Ludre, Horvat, Boivin, Chameaux, de Lusse, Reibel, de Chambon, H. Haug, Steeg, Thoury, A. Bachelet, P. Laurel, Paul-Boncour.

Excusés: R. Besnard, R. Renault.

M. Paul Reynaud, Rés. du Cr., M^{me} des Aff. Etr., est introduit. M. le Pr^t salue M. le Pr^t du Cr^é et lui exprime le désir de la continu^{on} d'une collaboration constante et efficace, selon le vœu formulé par lui-même devant le Sénat. Il lui rappelle le questionnaire qui lui a été adressé et qui porte sur l'ensemble de la situation internationale présente et à venir.

M. Paul Reynaud, Pr^t du Cr^é, M^{me} des Aff. Etrangères

M. le Pr^t du Cr^é remercie M. le Pr^t, et continue:

En arrivant au Jai d'Orsay, j'ai voulu dresser un bilan de la situation. Le verdict: sur le front occidental, derrière deux lignes fortifiées, deux armées face à face, 140 divisions allemandes disponibles, 100 à 110 alliées. Une supériorité numérique ennemie, et qui ne semble pas actuellement devoir être perdue. Mais l'expérience de la dernière guerre montre qu'une offensive ne réussit que jumelée avec une diversion dans un autre théâtre.

En matière d'armement, grave disproportion aussi, notamment pour les avions de bombardement. Il ne peut donc être question de se jeter sur la ligne Maginot, même si l'on disposait des instruments de destruction nécessaires. Il faut nous consumer de plus en plus, et nous le faisons. La grande force de notre ligne Maginot nous permet de la tenir avec beaucoup moins d'hommes qu'il n'en faut à nos ennemis.

Balkans .. Les succès fulgurants de l'Allemagne en Pologne et le lamentable échec de l'affaire finlandaise avaient eu pour effet de déstabiliser et d'ébranler les Balkaniques. Il n'y a pas entre eux de conversations sérieuses d'Etats-Majors. Tous ces Etats sont trahis par la corruption germanique. En outre, à l'ouest, sur un flanc, la menace russe, sur l'autre, la menace italienne.

Le blocus trouve le peuple allemand entraîné aux privations et se heurte aux facilités accordées par la Russie et l'Italie; il est, en outre, une occasion pour l'Allemagne d'agresser les petits neutres. Il ne peut avoir d'effet ^{majeur} décisif sur les Allemands, qui considèrent leur armée comme invincible. Il n'aurait d'effet matériel décisif qu'en cas d'offensive importante, que nous ne pouvons faire actuellement.

La seule solution est d'agir sur les débriballlements essentiels à l'Allemagne, et de montrer ainsi aux peuples alliés une issue en vue. De là, l'idée d'attaquer les sources du fer et du pétrole. Elle est antérieure à mon Mémorandum, mais se heurtait à des scrupules juridiques.

Les Anglais, le 7 janvier, avaient pris l'initiative d'une démarche auprès de la Norvège, renouvelée à propos de l'Altmark, mais avaient reculé devant l'éotion soulevée alors et le doute que l'opération de blocus pût être efficace.

Après la catastrophe finlandaise, c'est la France qui reprend la question, le 15 mars. Le 21, Lord Halifax offre une fin de non-recevoir. Aussi, à la veille de mon voyage à Londres, avions-nous envoyé, le 25, un aide-mémoire pour insister. (L'orateur en donne lecture) Il y fut répondu par un aide-mémoire auxquels, à nouveau, refusif, nos alliés préférant une opération sur les flancs allemands. Je pus cependant les déjouer en exposant que si je ne me chargeais pas, si l'on ne faisait rien, ^{qu'il fallait} des notes de maintenir le moral français. L'autre opération, que j'avais, après avis de nos experts, soutenue ^{deux} devant

de l'ouverture de guerre, fut ajournée, et j'pus ensuite convaincre M. Churchill de dévoiler les deux actions.

C'est seulement ensuite que, le 5 avril, à 19 heures, une note fut déposée aux M^{es} de Norvège et de Suède à Paris. (L'orateur en donne lecture) Le premier remercia chaleureusement, le second fut une attaque de plus contractée. Dès le matin du 8, les champs de mines étaient posés par les forces navales britanniques et françaises, ces dernières comprenant alors 18 et aujourd'hui 24 unités.

Les Allemands, qui devaient s'étonner que la chose n'eût pas encore été faite, avaient préparé leur riposte dès longtemps, et notamment au cas de notre intervention pour la Finlande. Mais notre intervention fut finalement produite dans de bien meilleures conditions, grâce auxquelles, aujourd'hui, nous avons Norvège et Suède, non pas contre, mais avec nous. Dès le 30 mars, une note de l'High Command envisageait la riposte allemande; en avril, depuis des semaines, le Home Fleet croisait devant les côtes norvégiennes et observait la flotte allemande. Dans le premier jours d'avril, nos représentants en Scandinavie nous avertissaient de préparatifs allemands dans ces pays.

Le Reich a remporté un succès tragique en commettant une énorme faute stratégique, quand il a fait sortir plus de la moitié de sa flotte. Sa défaite hauale a eu d'immenses conséquences. Dès le 9 avril, à Londres, avec M. Daladier, j'insistais sur la nécessité de reprendre immédiatement Narvik, et la révolte alliée aux avantages obtenus par l'Allemagne grâce à de très nombreuses complicités en Norvège ne tardait pas.

Vous connaissez l'importance des pertes navales allemandes, qui ne cessent de s'accroître. Les nôtres sont nulles, celles des Anglais limitées à 4 destroyers et 1 sous-marin. Les Alliés ont repris et tiennent solidement Narvik, ont fait leur jonction avec les norvégiens, débarqué des d'autres points, très gravement bombardé Stavanger. Le 1^{er} détachement français, armé

important, crient de débarquer sans pertes.

13

Il y a environ 20 000 Allemands dans la région d'Oslo, coupés des périodes de la Côte occidentale, qui bloque la flotte anglaise. La résistance norvégienne les a complètement dérouteés. Nous bloquons entièrement les côtes. Le problème pour nous n'est pas de rejeter les Allemands à la mer, mais de maintenir ouvert le champ d'opérations. Si la Suède voit sa neutralité violée, je crois qu'elle entrera en guerre, et elle est bien armée. De toutes façons, s'il était nécessaire, nous ferions, au dernier moment, une opération de l'usine des mines de fer. J'ai insisté à fond sur la nécessité de poser l'affaire norvégienne avec rapidité et énergie.

Le 21 juillet s'est déroulé. M. Kolt a proclamé l'alliance norvégienne avec tous les ennemis du Reich. Le Roi a déclaré n'avoir pas à traiter avec celui-ci. Elverum et Hauke ont été repris. Toutefois l'armée norvégienne est très faible. Il s'agit pour nous de maintenir le foyer en activité et d'avoir un corps expéditionnaire assez puissant pour prendre à revers toute tentative d'attaque terrestre allemande sur la Suède. Nous avons mis sur pied 3 divisions légères pourvues d'éléments motorisés. La 1^{re} est sur place.

M. Camille Bernard. - Et les effectifs anglais ?

M. le Président du C. - Ils sont plus nombreux que les nôtres.

Je passe à nos relations avec l'Italie.

M. le Président. - Nous pouvons noter, à ce point de sorte exposé, que la presse italienne n'a pas cessé de prétendre à une victoire complète des Allemands en Norvège.

M. le Président du C. - Elle a même rié la reprise de Narvik alors que la radio allemande la reconnaissait.

Je considère l'affaire italienne comme très importante. Nous devons faire l'impossible pour éviter que l'Italie entre en guerre contre nous. D'ailleurs tout espion n'insistera pas sur l'attitude des milieux fascistes.

Mes prédécesseurs ont fait en ce sens tous les efforts possibles. Le 29 mars ¹⁹³⁹ M. Daladier, à la Radio, affirmait que, l'entraînement à certaines campagnes, M. Mussolini ne l'avait pas d'ancunes demandes précises de

14
caractère colonial", mais que le Paule s'était déclaré toujours disposé à examiner les ~~demands des puissances~~ suggestions raisonnables. (L'orateur lit un résumé des faits intervenus dans ces domaines, notes et démarches, comprenant notamment une déclaration du 10 avril 1940, où le C. Ciano faisait connaître à M. F. Poincaré que M. Mussolini ne recevrait pas d'envoyé français, s'il s'en présentait un à Rome, comme une certaine presse en répandait le bruit.)

Le G. français n'a jamais renoncé pour encourager l'Italie à persévérer dans la non-belligérité. Il n'est, d'ailleurs, bien difficile en ce moment de persévérer à empêcher ^{la} presse de répondre aux violences de la presse italienne; je me borne à autoriser la publication des informations, en les déclouant.

Un grand fait nouveau s'était produit avant mon arrivée: l'entrevue des Brenner, le 18 mars. Il n'est pas douteux que Hitler a fait des offres à Mussolini, et l'a encore davantage courroucé de la victoire allemande; il n'est pas impossible qu'il ait obtenu un engagement à terme. Un haut personnage italien disait que, si lesquels le Duce avait jure le travail allemand, au Brenner il aurait doublé la mise.

Je crois que toute tentative pour le réduire n'aboutirait qu'à nous valoir un affront. Mais nous ne devons lui donner aucun prétexte pour prendre position dans la guerre; c'eusse ainsi fait perpétuer certains versets échus à des engagements antérieurs, et refusé de porter avec l'Italie une plainte contre la presse italienne. On a supposé que l'Italie percevrait ainsi le prétexte de batailles arrosées en Adriatique, mais il n'y a pas en Adriatique de nausées de guerre anglaises.

Notre meilleure chance en ce domaine est encore l'opération Scandinave, et nos succès sur ce théâtre. En cas de belligérité, l'Italie serait coupée de l'Égypte, de la Libye, et très vulnérable par ses jardins côtiers. Je ne crains donc pas la situation désoignée. Il n'est pas exclu que l'Allemagne ait réservé à l'Italie le rôle

X 11 d'attirer nos forces au Sud ; à l'éventualité à présent, nous aurions y faire face. 15

Nous avons pour nous le Vatican, avec qui nous avons les meilleurs rapports, et, semble-t-il, le chef de l'armée, le roi semble avoir pris une position très énergique ; les masses populaires sont très opposées à la guerre ; mais le St. reste très fort, et il faut nous garder de parachever les lui opposer.

Je vous proposerai d'indiquer en quelques lignes, dans le communiqué de la présente séance, notre position en Méditerranée. (L'orateur lit le passage relatif à l'Italie, qu'on retrouvera dans le communiqué inséré ci-après.)

Dans les Balkans, l'accord tripartite a beaucoup renforcé la position de la Turquie, dont Pachâa a été très nette à la Conférence de Belgrade, où est affirmée la possibilité d'une union, comprenant la Bulgarie, contre tout danger extérieur. Mais la capitulation finlandaise arrête ce mouvement en empêchant le danger russe et paralyse la bonne volonté bulgare.

La Yougoslavie vient encore d'affirmer sa volonté de se tenir à l'écart, à l'exception d'une réunion d'Etats-majors à Athènes. Ille est pourtant la plus menaçante, la plus envoagée d'agents allemands (30.000, avec des intelligences jusque dans l'Etat. Major). Ille demande à ce n'intervenir à ses déjeours que ce soit fait l'entente au Brenner. La possibilité d'une action italienne sur le Dalmatique a été évoquée au Comité de guerre ; il a décidé de réagir dans ce cas, mais trahissant l'attitude que prendrait le Japonisme allemand ainsi que la Grèce, la Turquie, la Roumanie. Aussi ai-je demandé le 16 avril, à nos alliés que des démarches fussent faites à cet égard auprès de ces Etats pour établir entre eux un front unique.

Depuis la paix finlandaise, la Roumanie est très inquiète de l'avancée de ces déplacements russes d'allemands. Le problème pour tous ces pays est celui de l'essence. La Roumanie n'enverra probablement pas, en 1940, plus d'un million de tonnes de pétrole à l'Allemagne ; elle va renforcer la surveillance du Danube.

En ce qui concerne la Turquie, la question capitale est celle des détroits. (L'orateur lit une note sur l'aspect juridique de la question). La clause du traité stipule visant des consultations entre les parties contractantes pourrait permettre d'obtenir le passage de la flotte alliée, mais il faudrait négocier avec la Turquie. Celle-ci voudrait disposer de quelques mois pour s'armer. La seule considération à retenir ici est celle du rapport des forces.

J'ai souligné auprès des Anglais l'urgence ^{de recherche} de l'opération, la question d'une action aérienne sur les pétroliers russes. (L'orateur lit un aide-mémoire du 29 mars). Londres a des objections contre une attaque en merve avec l'URSS. J'ai accepté que la question aérienne fut étudiée, mais à condition de ne pas retarder les préparatifs de l'opération, considérée et par nos experts et par des experts américains comme devant être décisive pour l'URSS. C'est seulement si elle apparaît telle après ^{une} ~~longue~~ étude qu'elle devra être résolue.

M. le Prés. - Reste toujours l'attitude de la Turquie.

M. le Prés du Ciel. - Elle-ci est beaucoup moins réfléchie que le sujet que ^{que} ~~que~~ celui des détroits. Ille le sera d'autant moins que notre victoire dans le nord s'accentuera: l'opération norvégienne permettrait l'opération sur Bakou, qui à son tour permettrait l'opération en mer Noire.

Vis à vis de la Russie il faut se montrer extrêmement ferme, l'affaire Sowietz l'a encore prouvé. Moscou ne tient manifestement pas à rompre. Un Maïski a demandé à renouer avec l'Angleterre les relations commerciales, mais nous savons que les conversations avec ce partenaire peuvent être longues & nous entendons ne pas être dupes en attendant.

En Espagne l'Italie agit fortement, et même au Portugal. Nous avons rendu à l'Espagne son do, ses batailles, donné du blé dans conditions favorables, qui ne nous ont valu que les injures de sa presse germanophile, & que nous ne voulons pas voir de renouveler. Rien ne doit être négligé, étant donné l'importance stratégique de la question,

pour avoir avec elle les moins mauvais rapports possibles, et maintenir au moins la neutralité malveillante actuelle. 17

Entre le Japon et la Chine, nous pratiquons une politique d'équilibre, non sans difficultés, pour des considérations intéressant nos possessions orientales et la position russe. Nous n'avons rien négligé pour améliorer nos rapports avec Tokio, qui avait annoncé une intention de révolte et n'y a pas donné suite; cependant M. Sato, qui nous est favorable, doit venir en Europe. Il nous faut néanmoins les moyens de réprimer la contrebande qui passe par Vladivostok.

En ce qui concerne la Belgique et la Hollande, c'est une question d'ordre militaire.

M. le Prés. - Nous en étions restés à une sorte de discordance vers le 15 janvier.

M. le Prés du P. - A la suite de l'invasion du Danemark, nous avons fait valoir auprès de la Belgique la nécessité de précautions, dont la principale eut été de ne pas dépasser l'administration des secours alliés. La Belgique a maintenu sa position, et publié un communiqué de liaison, lorsque j'y me suis élevé, sans que l'ordre d'Alifax. Cependant j'y me suis élevé, ce petit pays comprend un peu trop que nous soyons à leur disposition. Si la Hollande est envahie, la Belgique doit intervenir, d'après les accords que d'ailleurs nous ne connaissons pas. L'intérêt vital des Alliés est d'intervenir si les Allemands veulent s'emparer de la tot. Hollandaise.

En somme, situation grave, mais on a fait un fait nouveau, important par ses effets matériels et politiques: la destruction d'une partie de la flotte allemande. Les conséquences en sont pesées notamment par les dirigeants allemands italiens, sur l'état d'esprit desquels nous ne nous faisons pas d'illusions: leur l'esprit de M. Mussolini peut réveiller la possibilité d'un rapport de forces. Avant les événements scandinaux, il pouvait envisager une guerre rapide, décisive, celle-ci représenterait un très grave danger pour lui.

Nous nous efforçons de coaguler les bords belges, qui sont très épreuves. L'attitude de la Russie est toujours meilleure. Si l'opération du Caucase est décidée, elle nous la facilitera, et ensuite en mer Noire, pourvu que nous ayons marqué un point dans le nord.

M. le Prés remercie M. le P du P de sa communication extrêmement instructive, qui a apporté à la Con quantité de choses, et dont il a pu tirer l'important effet.

M. Pierre Laval. - Plusieurs journaux ont fait allusion récemment à l'envoi d'un ambassadeur extraordinaire en Italie, en faisant allusion à des "personnages voyants". J'ai protesté, en m'étonnant que le lendemain ait pu paraître de telles publications.

M. le P du P. - Le censeur regardable a été, des deux initiatives, renvoyé au fond.

M. P. Laval. - J'ajoute que, si une telle mission n'avait été proposée, j'aurais pu l'accepter, car si je crois que les rapports entre les deux pays ne peuvent plus être réglés par cette procédure: c'est une affaire de fait à savoir.

On a laissé passer l'occasion. M. F. Bocquet, que j'ai vu très amer, doit accepter le rôle que Mussolini assigne à ses propres ambassadeurs, de réservant de traiter directement. Aujourd'hui, le Duce est très engagé de l'autre côté. Je vous avais avertis qu'il en était ainsi, si le P. lancais persistait dans son attitude. La population, l'Etat-major, le clergé, la bourgeoisie, sont anti-allemands. L'Italie n'est pas en état de se battre, son matériel d'artillerie est faible, son aviaion n'est pas très bonne, mais sa marine est formidable.

Comment "coaguler" les Balkans, si l'Italie est hostile?

Le brame répète l'évolution de notre politique intérieure va nous vite que les nécessités de la politique extérieure. La politique intérieure de la France ne peut prédisposer favorablement l'Espagne à l'Italie. Je suis très satisfait de voir votre attitude actuelle à leur égard, mais j'aurais

19

voulu avoir à la constater plus tôt. L'Espagne bée à l'Italie et le disent dans l'autre camp, quelle sera notre situation ? Je me félicite qu'on soit résolu à une diplomatie aussi prudente qu'active envers l'Italie ; je ne suis pas sûr que vous ferez très réussie. Mussolini a été assez, en politique extérieure, beaucoup d'échecs, il a toujours été prudent lui-même ; il faut que la politique française le maintienne dans cet état.

Dr. Paul Bonnot. - Il est très dangereux d'admettre que nous n'agons pas le droit de faire passer la flotte en mer Noire. Si vrai qu'il soit qu'il ne faut pas créer d'embarras à la Turquie, nous devons tirer tous les avantages possibles de notre traité avec elle, qui a renforcé les avantages, pour nous, du traité de Montreux, dont l'art. 2 est très clair. Our notre droit à pêcher dans les détroits. Dans dont la situation n'est plus fort juridiquement à la traité d'admission avec la Pologne avait été enregistré à la SDN. Cependant je demande au G¹ de n'abandonner aucun des avantages juridiques réels de notre position.

D'ailleurs, une fois les Grèce perdus, il faut des ports de relâche : alors se pose la question de Constantza de la Roumanie, des Balkans. Elle ne peut être résolue sans tirer au clair l'attitude italienne. A cet égard, je trouve que notre ambassadeur ne peut se contenter de répétées telles que celles du C^{te} Gauthier.

Dr. Paul Laffont. - Evidemment, l'Espagne suivrait l'Italie. Mais si Mussolini est maître de tout, le peuple espagnol ne s'est jamais entièrement soumis à ses dictateurs. Il y a alors, et notre ambassadeur le peut, beaucoup à faire. Il faut parler à ce peuple, utiliser la Radio, mais non pas celle de nos ports méridionaux que l'Espagne ne veut pas entendre à cause de leur rôle dans la guerre civile, engager la conversation avec l'Espagne, instigée de propagande allemande.

Dr. Desjardins. - On a peu parlé du Danemark. Nous étions certains de son intégrité. Je vous demandé de voir que les opérations allemandes de grande envergure nient pas se développer dans une zone en façons avérés. Comment

la flotte anglaise dans le Skagerrak et le Kattegat a-t-elle pu laisser arriver l'ennemi à l'envers ? Il ne faut pas reconnaître de tels retards, les mines ont été posées quand les éléments étaient déjà à terre.

Quelle sera l'attitude de la France si l'ennemi du Danemark, de ses soldats, de ses bateaux.

M. Albert Beaujon . - J'aurais éprouvé à M. Dabat à l'insuffisance de notre action chez les neutres. Je regrette de constater qu'il persiste dans les deux Amériques de Washington on a rappelé tous nos professeurs et conférenciers, M. Hazard n'y était-il pas plus utile qu'à l'Hôtel Continental ?

M. Henri Haye . - J'appuie ces observations.

Si l'Italie entraît en guerre, quel serait le résultat de forces terrestres, nouvelles et aériennes contre nous, et la répercussion pour notre armée d'Orient ? Cela nous inquiète.

Nous pouvons craindre l'intervention allemande sur le côté autrichien. La Sibérie a refusé notre garantie. Je crains que l'entente Balkanique à quelle vous faites allusion ne puisse pas se réaliser.

M. Jacques Bardou . - Je suis d'accord avec M. P. Baudou sur la légitimité d'une action en mer Noire.

Le discours Greek a souligné l'attitude désagréable de la Belgique. Le 15 mars, le Roi de la guerre a déclaré aux députés Wallons que leur province ne serait pas défendue mais seulement un bastion isolé de la Hollande et isolé de la France. Rien n'est, on a corrigé cette théorie, il est préoccupant.

Le St. français n'a jamais obtenu communication du plan d'offensive austro-allemand sur l'airain allemand obtenu par le Déses.

M. Pégonneau . - Il faut lutter contre le panslavisme, et pas seulement contre le royaume. Or, le M^{me} du Rouen à Londres a donné un communiqué indiquant

21

le contraire. Je vous demande de vous faire ~~faire~~ ^{faire} la méthode d'écouter
les discours de tous nos amis.

M. le Pr. — La ~~CO~~ sera unanime à appuyer cette demande.

M. M. Plessis.. Même observation pour le discours Froissard, à Lyon.

M. le Pr du P. — Je suis d'accord sur la nécessité d'abstention
au moins l'abstention italienne. L'affaire italienne ne
réposera pas uniquement sur des questions personnelles. Bismarck
disait: l'Italie fera toujours la politique du chien. Il devient
toujours le maximum de la situation. Il s'agit de problèmes
fondamentaux, d'attitudes séculaires, d'intérêts qui ne
sont pas nouveaux. Il serait très désirable de maintenir la
neutralité, la paix d'autant de l'avenir.

Je tiendrai compte de l'observation juridique de M.
Paul-Boncour, — de celle de M. P. Laffont pour le Radios
Espagne.

Je n'ai étéime avec M. Dugardins que le 2^e Bureau n'ait
pas averti de l'expédition sur le Danube. Quant au
passage des troupes allemandes, la mer est grande, et c'est
ce qui a permis de les détruire. Je suis décidé à ne pas
traiter les Danois en ennemis, et à maintenir leurs
M^{es} à Paris.

Je suis d'accord avec M. Pouillau et H. H. sur le
necessité d'améliorer notre propagande, ainsi qu'avec
M. Pernonnet, à qui je ferai d'ouvrir que je prendrai de
réflexions. Les faits signalés par M. Bardou sont une
raison de justifier notre attitude.

France le 22 à Bruxelles 10

Vendredi 25 mai 1940 - 15 heures

Présidence de M. Henry Berenger, Président.

Présents: M. Millerand, Plaisant, Vice-Prés., Pichery, Capus, J. Baudouin, de Quedre, Steeg, Reibel, de Castellane, A. Breteau, A. Bachelet, C. Perraud, R. Renault, P. Laval, Desjardins, Boivin, Chaupeaux, A. Peyronnet, Hauraud, Gabrier-Dufay, R. Bousard, de Chambres, Fourmont, Paul-Poncet, H. Haegg.

Ambassade de Bucarest.

Le Com. adopte le rapport de M. René Renault sur le projet de loi portant création d'une ambassade à Bucarest, l'en félicite et l'invite à le déposer au plus tôt.

Examen de la situation.

M. le Président. - Dans notre dernière séance, nous avions décidé de nous réunir ce soir après les Conseils généraux et la rentrée du Sénat; j'ai jugé, devant l'extrême gravité de la situation, de vous consigner, même que le Sénat soit à nouveau convoqué.

Notre exposé ne comportera pas toute la documentation habituelle: cela tient d'abord au changement de ministère et de haut personnel, à la suppression de l'organisme qui était chargé de nous documenter et à l'organisation qui s'ensuit. D'autre part, beaucoup de dossiers du JMI d'Orsay sont dans des fourgons, une partie même du contenu des cartons a dû être brûlée. Enfin, à l'heure actuelle, la matière diplomatique est toute subordonnée à la matière militaire.

D'ailleurs, notre fusion avec la grande Bretagne fut plus étroite que jamais, les questions posées concernent principalement les neutres, et ceux-là n'ont qu'une préoccupation: qui va gagner la bataille d'Occident? Tant que cette question ne sera pas résolue, il n'y a pas d'action diplomatique immédiate possible. Sans doute la victoire nazi de

Norvège avait agi, avait pu retarder l'exécution des engagements italiens du Brenner. Mais ensuite les événements ont évolué: en Norvège même, où la position allemande a pu se consolider, - puis ce fut la Hollande, le Luxembourg, la Belgique absorbés par le Reich, la France envahie dans des proportions qui rappellent 1914 et redoublent 1918.

Tous avez entendu le Président du Peuple nous dire les incroyables fautes commises, le tout même de trahison et forcée dans une phrase. La France s'est trouvée, d'un coup, découronnée de ce prestige militaire qui était, avec l'alliance anglaise, le principal de ses atouts. Nous devions à un moment le plus tragique de notre histoire, ce n'est pas celui de la diplomatie, mais de l'action militaire. Sans doute, la diplomatie joue son rôle, mais restreint. Ce n'est pas non plus le moment de discuter sur la place publique, M. P. Reynaud demande instantanément que, dans un moment si délicat, toute ce qui concerne les négociations soit tenu secret, afin d'éviter toute mauvaise interprétation.

Le début de la bataille ne nous a pas été favorable. Comment en sommes-nous venus là? J'en ai débattu au chef du Gouvernement, avec lui j'ai eu deux entretiens, et j'en ai aussi tenu avec le nouveau Saint-Gel du Génie d'Orsay. Il rapporte ces deux entretiens que le haut commandement n'avait pas, depuis plusieurs mois, réalisé la gravité et la nouveauté des moyens dont l'Allemagne peut disposer.

Comment, ai-je observé, n'a-t-on pas tenu compte des enseignements des guerres d'Espagne et de Pologne, qui étaient connus? & perdu que l'on en était resté à des conceptions bureaucratiques de la guerre précédente. M. P. Reynaud juge aussi que l'action de notre diplomatie n'a pas été assez énergique, ces derniers temps, et l'importe rendre telle qu'il a chargé le Secrétaire du Génie des Aff. Etrangères. Je lui ai demandé si le choix de M. Charles Roux impliquait une direction diplomatique nouvelle.

"Non, n'a-t-il répondu, mais nous voulons des gens qui puissent nous obéir immédiatement, sans avoir à discuter si c'est eux ou nous qui avons raison." Un autre poste aurait été offert à M. Léger, qui l'a décliné en déclarant qu'il se sentirait dénué.

Un mouvement diplomatique va affecter les postes de Berne (M. Coulondre), du Vatican (M. Radziwiłł d'Ornest), de Madrid (M. de la Baume), Moscou (M. Léon Jouhaux), avec échange des postes Bucarest et Buenos Ayres entre M. Peyronon et Thierry, celle de Washington entre Jurgens.

Le Vatican s'était publiquement prononcé pour la cause du droit, et la position de M. Roosevelt n'est pas tout à fait sûre; j'ai exprimé notre désir d'être renseignés sur les deux points ^{qui restent} les plus sensibles, Italie et Russie.

M. P. Raymond m'a montré des dépêches récentes de M. P. Poncelet; elles sont, comme les précédentes, le caractère de "prises de température": un matin, les choses vont un peu mieux; le soir, un peu moins bien. J'ai demandé: "Quelle est votre impression, et avez-vous des moyens d'action?" Le P. du (il) m'a rappelé ce qu'il a dit à Le (ou), que toute démarche pour influencer M. Mussolini n'aboutirait qu'à un repos humiliant.

"Alors, quid? - Alors, ce n'est pas bon. - Mais quand? - Si on n'est pas encore entré en action, c'est en dehors des influences locales connues, sous l'action du Vatican et, encore plus, des Etats-Unis. - Est-ce que cela dure? - C'est le point d'interrogation de demain. Mais je peu vous dire que cela ne va pas bien."

D'après ses indications, ce pourrait être l'affaire de 10 à 12 jours. "Mais quoi? la Dalmatie? - Oh, c'est maintenant une cause dépassée. Actuellement, ils envisagent la bataille totale en face des Anglo-Français. Du côté terrestre, ils ne pourront peser et il ne va produire rien; du côté naval, nous estimons que notre coalition a des moyens supérieurs, et que nous gagnerons. Mais il reste la préoccupation aérienne: nous ne savons pas tout ce dont ils disposent; nous venons d'avoir de telles surprises, du côté du matériel, avec l'Allemagne, que j'aurais tout ce que j'aurais, j'aurais encore quelque chose possible, pour empêcher l'entrée en guerre de l'Italie."

Je vous recommande à nouveau le secret à cet égard, une intervention américaine pouvant toujours produire des effets. Et puis nous gagnerons la bataille

29

dont l'issue est attendue, j'en sais le résultat, partout les
lettres, au premier rang desquels se place l'Italie. celle-ci
ne fait pas à ce sujet de côté du beau-père ou du
gendre, le Cte Ciano faisant à M. F. Poincaré des déclarations
favorables aux alliés.

M. René Besnard. - Quelle importance ont-elles ?

M. Camille Ferrand. - Et quelle sincérité ?

M. le Prés. - L'Italie, actuellement, incline fortement vers la guerre
dans le camp allemand.

Les Balkans, m'a dit M. Reynaud, sont suspendus
aux résultats de la Bataille ; ils ont grand peur du succès
allemand, si les Anglo-Français n'étaient pas capables d'y
résister.

A l'égard des Soviets, vous savez que l'Angleterre ne
veut pas toujours, non plus que ceux-ci, d'aubaine ; on
frapperait seulement les communistes à l'intérieur, le qui
est indifférent à Moscou. La France, non plus, n'a pas
intérêt à une rupture, car le bastion turc, ~~vous le savez~~
qui est si important, n'existe que dans ~~certaines~~ ^{incertitudes} réserves,
et le géant turc a encore fait savoir qu'il ne jugeait pas utile
une action dirigée contre la Russie. La coalition essaie
donc de distraire celle-ci de son côté, en créant, bailler que
veille, un slavisme en contrepoids au germanisme.
C'est ainsi qu'ont été préparés dans les Balkans des
accords économiques avec astamment anglo-français.

Avec le Japon, les relations sont plus améliorées
depuis l'arrivée de M. Saeki à Paris. M. Reynaud
peut que pour l'instant il n'y a pas à s'inquiéter de ce côté
pour l'Indo-Chine ni les Indes néerlandaises.

Alors, ai-je dit, que pensez-vous du rapport des
forces, et où en sommes-nous du redressement français ?

M. Reynaud a demandé, le aussi, que nous ne
fassions pas connaître ce qui se prépare et doit être déjà en
mouvement : une partie très importante des forces alliées
se trouve coincée dans le Nord par quantité d'éléments
d'invasion ; une opération a été préparée immédiatement
par le général Weygand, d'accord avec le général du Génie
Confiance, il a été Weygand à l'œuvre, et approuvé catégoriquement
son programme, dont il prend la responsabilité. Ce sera une

des plus grandes batailles de l'histoire, et par le nombre des troupes et des matériels engagés, et par la gravité des enjeux.

De son côté, M. Charles Roux, que j'ai connu depuis longtemps, m'a donné des informations techniques; nous avons enrichi les moyens de réduire le bruit de la Guerre.

Je n'aime pas les phrases. Mais je veux dire que, moi aussi, j'ai confiance: confiance dans la France, dans l'armée, dans ses nouveaux chefs, et j'crois exprimer le sentiment de beaucoup d'entre nous en affirmant que, qu'elles que soient les critiques à adresser aux uns ou aux autres, nous devons marquer notre solidarité à l'heure où le destin de la France est engagé et où il serait trop tard pour changer les chevaux. (113)

M. Charles Reibel. - La Guerre m'aurait chargé de suivre les questions militaires en corrélation avec les questions diplomatiques. Elles ont, hélas, pris le pas sur celles-là, dans des conditions qui n'ont pas extrêmement surpris certains d'entre nous. Malgré une confiance dans le P^{te} du Cst, je regrette que, dans son discours de mercredi, il n'ait pas laissé un peu plus de latitude au bout du tunnel, et n'ait pas espéré qu'en un miracle. Je crois que c'est une erreur aussi de s'en être trop pris à ce général commandant d'armée, alors qu'en-dessous de celui-là il y a encore trois échelons hiérarchiques et le général lui-même. Il aurait mieux valu ne nommer personne, alors que, en ne mentionnant pas Gamelin, par exemple, on a fait naître dans l'opinion des Grecs de l'utopie, d'exécution ou de fuite.

J'avais assez signalé pour n'y pas revenir les défauts d'organisation du haut commandement. Nos armées étaient en proie à un esprit de défensivité à tout prix, que j'ai dès le début critiqué. Je vois encore circuler des lettres portant en estampille: "La victoire est une longue patience." On a trop fait croire qu'on obtiendrait la victoire sans bataille. Je m'étais aussi élevé contre la conception hybride d'un double commandement. Mais tout cela est du passé. J'ai le bonheur que Weygand ait

24

impose la seule organisation rationnelle, celle du chef qui connaît l'ensemble des opérations en laissant à chaque commandement de l'échelon suivant sa responsabilité. dès son arrivée, il a manifesté les qualités éclatantes de dynamisme et d'imagination que connaissent tous ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher. Au cours d'une tournée prodigieuse, il a reigoté toutes les énergies. Nous sentons bien que, grâce à son arrivée, "le combat a changé d'âme."

Le but de Gamelin était de pousser le plus loin à travers la Belgique sur la Rhénanie; l'erreur fondamentale fut que l'armée Corap était insuffisante au point; on disposait que le terrain accidenté des Ardennes interdirait longuement l'ennemi, il n'en a pas été ainsi. Les Allemands après avoir fait de diriger sur Paris, ont poussé vers la mer, d'où ils remontent le long de la Côte, par Boulogne, vers Calais, pour tenter d'encercler nos armées du nord et de les couper de leurs bases de ravitaillement. Avec le cran et la lucidité qui le caractérisent, Maginot a mis les armées en mouvement vers le sud. C'est pour tenter de couper les armées allemandes. Si cette bataille réussit, nous pouvons espérer le débâlement de la situation, mais sans néanmoins les graves répercussions pour notre armement, de l'occupation des régions industrielles du nord. Nous pouvons avoir maintenant une confiance inébranlable dans la nouvelle organisation. Les armées du nord sont intactes, dans le sud j'crois qu'il y a des armées fraîches.

Quant aux armements, si l'on n'oublie ce qu'il devrait être, il ne faut en incriminer le commandement, il n'obtiendrait pas ce qu'il demandait. Les commandations responsables elles-mêmes ont été troublées évidemment sur les fabrications, d'une façon qui est profondément révoltante.

Mais, tout juste, aujourd'hui nous pouvons avoir une entière confiance dans l'issue des événements en cours.

M. Desjardins. - Pour conclure les fortes observations de M. Reibell, permettez-moi de déposer à son tour, sans pourvoir cacher mon émotion, car je viens de parcourir le long

calvaire des populations qui ont cruhiis parce que la France a été insuffisamment armée.

On a changé de personnel ministériel, on a retrouvé d'incroyables fautes, vous nous dites que nous sommes au point le plus dramatique de notre histoire, mais que la parole est à la bataille, - je sais bien qu'ici nous n'avons aucun contrôle sur le matière militaire, cependant la matière diplomatique est sondée étroitement à la matière militaire. Or, monsieur le Résident, permettez-moi de constater que vous avez vu le P^t du C^él, mais non le M^{re} des Affaires Etrangères, - et alors si pose la question qu'on m'a posée tout le long de la route sanglante que je viens de parcourir : aucune sanction ne sera-t-elle prise contre celui qui a compromis le sort de notre pays, et amené l'occupation de la Picardie, en ne choisissant ni les chefs ni les moyens dont dépendait le salut ? Et comment, à présent, pouvons-nous discuter avec lui, s'il n'a pas fait fait du devoir au nom de la guerre, que penser quand il devrait conduire peut-être demain les conversations les plus graves avec ceux dont nous rechercherions l'appui ?

M. le Prés. - N'ayant pas à me faire juge entant que Rés^t de la Cour^{re}, j'ai demandé au P^t du C^él pourquoi cette désignation au M^{re} des Aff. Etrangères, après ce qui venait de se produire, et sans oublier apprécier le rôle des uns ou des autres, j'ai fait observer que ce choix, mal interprété dans des milieux aussi bien populaires que parlementaires, pourrait gêner le P^t de C^él à l'heure où il fait des gestes clairs et cohérents.

Il n'a répondu d'attendre, et assuré que telles nominations ne seraient faites ni décisions prises en dehors de lui. (Interruptions) Je ne pourrais aller plus loin.

M. Millerand.. Cela suffit.

M. Albert Bourguignon.. M. Desjardins a parlé avec une émouvante modération de terrible calvaire qu'il vient de vivre: il a tout quitté, sa famille, son pays, ses biens. Je voudrais que la Cour^{re} lui témoigne sa

Sympathie. (appl.)

M. le Prés. - Je vous remercie de nous donner à tous l'occasion de la lui exprimer. (mou:appl.)

M. Jacques Bardoux. - Je voudrais présenter trois observations.

En premier lieu, je ne crois pas que la diplomatie perde de son actualité en ce moment. Notamment, il y aurait, en ce qui regarde l'Italie, des choses à tenter à Washington. Du côté du Vatican, je crois que les choses ont en plus d'importance qu'on ne l'a dit; je pense, en particulier, aux suites de la conversation du Pape avec le prince et la ~~peste~~ de Piémont.

Je crains que notre action en Amérique ne soit peu répétitive. Le 10, je建议ais à M. Ronald Campbell qu'on y pourrait tirer un plus grand parti de la violation de la neutralité belge et hollandaise. Le lendemain, je建议ais à l'ambassadeur de Belgique une démarche à ce sujet; puis je tâtais le terrain, pour une intervention par le canal du Sud-Amérique, auprès de M. Bullitt, qui me parut réticent. Deux jours plus tard, les événements s'étant aggravés, je appelaïs par téléphone à M. Ronald notre conversation: Or, peu après, M. Léger me faisait appeler pour m'en parler; sans doute, il estimait qu'il valait mieux faire Londres entamer la démarche par l'ambassade argentine de grande Bretagne. Mais l'attention réservée à mon initiative prouvait que l'activité du Jui d'Orsay n'aurait pas été ce qu'il aurait dû être.

Attendre l'issue de la bataille, nous dit-il. Sans doute. Mais, si elle nous est favorable, notre succès renverra l'Italie, il renverra aussi les États-Unis. Si elle ne l'est pas, elle agira en sens inverse. C'est pourquoi je vous demande d'insister, dès maintenant, pour que l'activité diplomatique soit poursuivie, de manière à renvoyer l'Italie et à gagner les États-Unis.

Deuxième point: ce qu'il a dit avec tant de mépris et d'indifférence M. Desjardins m'a vivement touché. Je regrette que, dans les circonstances actuelles, celui qui il visait n'ait pas renoncé de lui-même à diriger les Aff. étrangères.

Troisième point: le rôle de notre Gén. Il a été

important au début de la guerre; nous avons pu empêcher certaines imprudences qui auraient coûté cher. C'était notre mission, qui n'est moins de procéder à des études législatives qu'à un travail appartenant à celui des Comités de défense nationale. Nous avons un droit: être informés, et un devoir: contrôler.

Nous avons été témoin de trop d'erreurs de la diplomatie française pour lui faire une confiance absolue; elle a besoin d'être conseillée, tâche importante pour notre C. O., que j'aurais voulu devenir fréquemment pour recevoir des renseignements et formuler des suggestions.

M. Albert Buisson.. - J'ai eu occasion, dans un article, de signaler que, pendant la guerre précédente, les initiatives généreuses seraient plutôt de l'Amérique du Sud. Néanmoins l'opinion aux Etats-Unis évolue très favorablement pour nous. Il y a là-bas une nouvelle psychologie, le danger y a été perçu, ne gêné pas le promoteur de ce mouvement par des manifestations trop apparentes.

M. Pierrehumbert.. - Le P. du C. I. a incriminé le haut commandement. Je trouve très gâcheux, grand un malheur arrivé, de désigner un responsable qui n'est pas le vrai responsable. Nous devons une démocratie, un régime parlementaire: le vrai responsable c'est le gout!

Nous voici dans une situation plus tragique que le pays n'en a jamais connu. L'enjeu, c'est la France, c'est nous tous. Malgré les affirmations de la Radio allemande, si nous étions vaincus, nous subirions le plus sévère. Ceci connu, les questions de personnes, les politesses balistiques, c'est périmé. Il n'y a plus qu'une seule considération: chercher le salut de notre pays.

Certes, nous avons confiance, nous croyons en la victoire, et nous le disons. Mais mieux vaut encore chercher les moyens de la victoire. Nous sommes devant une guerre d'usines, - ce sont deux usines qui

s'avancent l'une contre l'autre. Sans doute y a-t-il eu des généraux déroutés par les nombreux rapports que Hitler a introduits entre les peuples, et ses procédés militaires; le speaker allemand a rappelé les ironies de notre presse envers Göring et la formule: moins de beurre et plus de canons, en concluant: aujourd'hui nous avons les canons, et nous irons prendre notre beurre.

vers l'Italie, il est fâcheux que les fautes commises nous aient privé de tout contact direct avec son Gouvernement, et que nous devions nous servir des neutres pour agir à Rome. On a critiqué M. Deladier. Mais à M. Reynaud lui-même j'ai dit, et je maintiens, que c'est, de sa politique à l'égard de l'Italie, celle qu'il nous l'a présentée, à mon approbation, qu'il ne le considère pas comme l'homme qualifié pour la faire.

Aujourd'hui l'Italie, si elle est utile à Hitler, est indispensable à la France. Son entrée en action contre nous pourrait être de nature à causer notre défaite. Il suffit d'éviter les rues pour enterrer les conclusions que veut l'Italie? dit-on. Depuis qu'il est à Rome, M. F. Laval, qui aurait dû en être rappelé depuis longtemps, nous conseille de ne rien faire, et on n'a rien fait. Moi, je ne crois pas que les dés de l'Italie soient encore jetés. Je crois qu'elle a beaucoup plus de revendications contre l'Angleterre que contre la France. Ce qui ne veut pas dire que, si nous déclinions une défaite grave, elle ne criendrait pas, bien entendu, à la curée.

Quant à la guerre d'usine, — le courage du Français est inégalable; il a été, un moment, surpris par la monstruosité des engins, mais il s'est redressé; la nomination de Weygand a produit ce miracle dont parlait M. Reynaud. Cependant avons-nous des possibilités de faire face à la fois au matériel allemand et au matériel italien? de remplacer les tanks et avions détruits, quand le fond est enfoncé avec des charbonnages et des acieries? sans doute, il y a des stocks à l'arrière, mais les stocks s'usent. D'où nous vendront demain charbon, acier, machines? D'Angleterre et d'Amérique? Mais les aéroports d'Angleterre ne sont-ils pas difficiles?

Le facteur italien paraît décisif dans la situation actuelle.

On nous dit: Roosevelt sera de Conflans; il
est triste de penser qu'il faut traverser l'Atlantique
pour causer avec Rome. J'aurais voulu voir Pétain
chef d'un état français, où d'ailleurs M. Reynaud
aurait eu sa place. J'ai pensé qu'il était encore utile
de faire entendre cette parole. Le P^t du P^{sl} a dit: les
personnes ne comprennent pas. Ce qui compte seul, c'est
la France. On charge tout ce qu'il faut charger quand
le sort du pays est en jeu. Que le chef de l'Etat
comprime son devoir: c'est la dernière minute.
Je n'ai pas le sentiment que nous ayons, pour
gagner la guerre, la guerre des mauvais jours
que la France prend toujours quand il le faut.

M. Canuille Fernand. - Un diplomate turc, que j'ai rencontré,
m'a signalé l'inaction de notre représentant dans
son pays, alors que M. von Papen y suscite un
dynastisme anti-français. Je voudrais que le G^é
en fût averti. Il y aurait désaffection turque à notre égard.

M. le Prés. - Je retiens votre suggestion.

M. Ch. Reibel. - Nous aurons été émus d'apprendre tout l'heure
que des documents auraient été détruits au siège
d'Orsay, au départ du G^é à l'air gel.

M. le Prés. - Les deux événements sont sans rapport entre eux.
On a seulement brûlé des copies, comme dans
d'autres administrations, et selon une bonne précaution,
pour éviter que des documents ne tombent en des mains
ennemis, au cas d'un repliement.

M. Henry-Hayg. - J'importunerai de notre France le sentiment
que des événements encore plus graves peuvent se
produire d'ici à une dizaine de jours. Ce qui
m'étonne est que nous allons attendre une échéance
peut-être inévitable comme l'intervention d'autrui a
parlé et qui aurait des conséquences formidables,
tandis que les hommes responsables n'ont pas
l'imagination nécessaire pour trouver les solutions.

N'allons-nous pas utiliser la carte marge de temps, qui nous reste, et faire à Rome & à Washington le maximum d'efforts dans le minimum de temps ! Le P^t du Cst vous a-t-il communiqué un plan d'action destiné à renover l'Italie ? ou nous coopérons-nous à nouveau pour nous faire un nouveau discours enregistrant une nouvelle défaite ? Il faut bien préciser que les occasions qui accueilleront ce discours ne s'adressent pas à la politique du G^{ovt}, mais manifestent devant l'étranger que les français restent au coude à coude, les G^{ovt} ne doivent pas s'y tromper. Je voudrais que nous ne nous réunissions pas trop tard pour enterrer seulement les événements.

M. le Frst. Vos suggestions seront transmises au P^t du Cst avec le plus grande fermeté. Quant à l'action de notre G^{ovt}, on a déjà rappelé avec quelle efficacité, & non pas seulement depuis la guerre, mais auparavant, elle s'est exercée : notamment à propos des affaires d'Espagne, où elle a joué un rôle capital. Dans toutes les cas graves, elle a intervenu auprès du G^{ovt} avec toute son autorité. Laissez-moi vous rappeler que, depuis la guerre, nous avons tenu 19 séances, et entendu 5 fois le G^{ovt}, qui a retenu nos suggestions. Quant à ce qui concerne la direction des opérations militaires, qui sont actuellement au premier plan, elles évoque des responsabilités qui ne sont pas les nôtres.

M. Th. Steeg. - Encore accepterais-je de me mêler de ce qui n'est pas mon domaine, si j'avais des indications politiques à transmettre, et que puissent produire un effet.

M. le Frst. - Nous avons toujours tenu le plus grand compte de toutes les suggestions relatives à une action auprès de l'Italie. Mais vous savez qu'un envoyé près de M. Mussolini ne serait pas vu, aussi n'est-on de ceux qui y ont accès. Pour l'instant, c'est la victoire de nos armées qui déterminera notre action politique.

M. P. Laval. - Si Pétain était à la tête du G^{ovt}, ce serait tout différent.

M. G. Pégouriet. - Oui. Il fallait le faire en 1936.

M. Boivin-Champenois. - N'y a-t-il pas une suggestion positive qui se déjuge de notre débat, et qui pourrait être

transmis au chef du Judo? celle du chef du bureau des aff. étrangères.

M. le Prés. - Je vous ai rapporté que j'ai évoqué la question auprès du P^{re} du P^{re}. Ce qui peut elle intervenir dans le choix des M^{es}?

M. Millerand - Peut-être pourriez-vous y revenir en disant l'accueil fait par la Ch^e à la communication si émouvante de M. Desjardins.

M. le Prés. - Faites-moi confiance pour la manière de poser la question.

M. Al. Bachelet - J'apprécie les initiatives envisagées, par Vatican & St. L^ondo, envers l'Italie. Le rôle de la Russie n'aurait pas moins d'importance en ce qui concerne la tournure de la guerre. L'Angleterre fait de ce côté un effort appréciable. Le St^o français appuie-t-il ces tentatives de rapprochement?

M. le Prés. - J'ai dit qu'il n'y a, ni a^{it} et égard ni à aucun autre, aucune faille entre France et Angleterre.

Je verrai le P^{re} de ce^{il}, lui ferai part des observations produites ici, et vous réunirai le plus tôt que les événements le permettront, nos séances étant, en principe, de quinzaine.

La séance est levée à 16 heures 50.

SÉNAT

SECRET

N^o 60

Commission Sénatoriale
des
Affaires Etrangères

Rapport présenté
par
M. BOIVIN - CHAMPEAUX

sur
LES ETATS-UNIS et la PAIX

MAI 1940

26

LES ETATS - UNIS et la PAIX

Messieurs,

I. Au début de Février, vous avez entendu notre Collègue M. Albert BUISSON vous faire un exposé, dont vous n'avez pas perdu le souvenir, sur l'opinion Américaine et la Guerre. C'est de l'opinion Américaine et de la Paix que j'ai reçu mission de vous entretenir aujourd'hui.

La Paix : Nous en avons déjà parlé, au moins une fois, lorsque tentant d'analyser l'état de l'opinion anglaise, je vous ai montré un peuple que le souci d'une lutte formidable n'empêchait pas de discuter avec sérénité, les conditions futures du monde. Nous allons trouver aux Etats-Unis une atmosphère bien différente.

L'Amérique proclame sa neutralité; accoudée au balcon, elle observe, et cependant, sur le vaste continent, rien de la sérénité anglaise; mais une opinion confuse, hésitante, agitée, comme si devant sa conscience se posait un problème qu'elle ne parvenait pas à résoudre. Je crois qu'on la dépeindrait d'un mot en disant qu'elle a peur de la Guerre, mais une peur au moins égale de la Paix.

Peur de la Guerre, parce que c'est le sentiment instinctif des peuples. La Ligue pour maintenir "l'Amérique en dehors de la Guerre" inspirée par le Sénateur Johnson, distribue une carte postale où l'on voit l'image d'un jeune Américain, derrière lequel, apparaît, en transparence, une tête de mort, entourée de cette devise : "Celle qui triomphe toujours". Peur de la Guerre, parce que, oublious de ses responsabilités, l'Américain se demande à quoi ont servi les sacrifices d'hommes ou d'argent qu'il a consentis lors de la Guerre mondiale. Et puis, qu'a-t'il à gagner à entrer dans le conflit ? Des impôts nouveaux à ajouter à des impôts déjà lourds, un stimulant de la production mais factice et malsain, une montée des salaires, et les industriels se rappellent les difficultés qu'il fallut surmonter en 1920 pour les ramener à un taux normal; on craint la propagande communiste, l'agitation sociale, un glissement du régime vers des méthodes totalitaires que le Gouvernement Roosevelt, affirment ses adversaires, ne serait que trop tenté d'imiter; la civilisation enfin, résistera-t'elle à ce nouveau choc ? Si elle sombre en Europe, l'Amérique se doit d'en demeurer le flambeau.

Mais l'opinion a une égale appréhension de la Paix. Pour qui, contre qui jouera-t'elle ? Quelles seront les répercussions sur les échanges, sur les marchés du monde ? La crise est encore figée aux Etats-Unis, où les dernières statistiques accusaient dix millions de chômeurs. Le commerce avec l'Europe n'est qu'une infime partie, un dixième dit-on, du commerce extérieur américain, mais ce dixième permet de boucler le budget du commerçant, de l'industriel. Verra-t'on se fermer les dernières portes européennes ? Tel est l'enjeu d'ordre pratique. Verra

t'on s'éteindre les dernières lueurs de la liberté ? Tel est l'enjeu idéologique.

En voilà assez pour expliquer que les Etats - Unis se préoccupent de la Paix autant, si ce n'est plus, que de la Guerre.

II. Ces préoccupations ne manqueront pas de prendre bien-tôt une forme précise. Des Comités se forment : l'un d'eux s'est déjà fait connaître jusqu'en Europe : " Le Comité pour l'Etude " et l'Organisation de la Paix", présidé par le Dr SCHOTWELL, ancien membre de la délégation américaine à la Conférence de Versailles, et groupant 50 Experts, parmi les noms les plus connus d'Amérique. Ce Comité aura un double but : élaborer un plan de paix, en diffuser les principes au moyen de conférences et de causeries radiodiffusées, afin que chaque citoyen, dit la brochure de propagande, soit à même de se faire une opinion et de prendre parti. (La Table ronde de l'Université de Chicago, la North Western University doivent également aborder la discussion de la Paix, et ont dû commencer leurs exposés dès les premiers jours d'avril).

En attendant le résultat de ces travaux, qui ne manqueront pas d'intérêt, nous avons deux sources d'informations; la presse, complétée et rectifiée par les contacts personnels que j'ai pu avoir, soit avec des Américains, soit avec de bons observateurs, et les différents messages du chef de l'Etat.

III. Pour le moment, c'est une curiosité inquiète qui caractérise l'opinion. Cette curiosité se manifeste dans tous les partis, dans tous les journaux. Le spectateur ne se borne pas à rester au balcon, tout en se demandant s'il ne devrait pas descendre dans la rue; il interroge, il presse de questions. Il faut que, sans garder, les alliés fassent connaître leurs buts de Paix et qu'ils les fassent connaître dans tous les détails, exemple: quel sera le statut de Gibraltar etc....

Ces précisions sont - d'après les Américains - indispensables au moins pour trois raisons. Il faut éviter une paix de vengeance ; si les belligérants gardent le secret, tout est à redouter et pour leurs adversaires et pour les neutres; il est à craindre, écrit le Boston Transcript (10 Octobre 1939) qu'on ne s'oriente " vers une paix qui sera dominée une fois de plus " par des hommes de haine et non par des hommes de raison". Qui sait, en second lieu, si par des propositions raisonnables, on ne peut apaiser l'Allemagne, et lui donner l'envie d'entrer à nouveau dans un ordre démocratique ? Enfin, et c'est là le point important, les Etats - Unis sont par nature et par tradition les Juges suprêmes de la Justice et de la Vérité. A cette Cour arbitrale, les belligérants doivent faire connaître leurs propositions. Présider à la Paix, comme en 1919, en imposer les principes, garder toute la liberté d'esprit, comme Wilson, qui, on s'en souvient refusait en débarquant, d'aller visiter nos régions dévastées, dire le Droit, guider l'Europe, en un mot, faire la Paix sans avoir à faire la guerre; voilà le sentiment actuel de l'opinion américaine.

IV. Faire la Paix, soit, mais quelle Paix ? Ici, il faut bien avouer que les idées perdent de leur netteté. Dans les lignes essentielles, on peut toutefois les résumer ainsi qu'il suit :

1^o - Paix de Paix dictée, mais une paix par accord mutuel. " Qu'on " en finisse avec Versailles " s'écrie une des plus fougueuses journalistes des Etats - Unis, du reste très favorable à notre cause, Mrs Dorothy THOMPSON. " Il ne faut pas répéter les erreurs imprévoyantes du traité de Versailles " écrit à son tour Mr Walter Lippmann, qui durant le mois de Février a développé dans le New York Herald ce thème que " la raison pour laquelle le Traité de Versailles a été une paix imposée, est que l' Allemagne était trop faible pour obtenir une paix de négociation" (N.Y.H. 24/2).

On redoute les exigences françaises, les plaintes françaises.

Les garanties matérielles de notre sécurité apparaissent volontiers comme un écran derrière lequel se cachent des convoitises, des désirs d' hégémonie européenne.

2^o. Il faut distinguer entre l' Allemagne et le Nazisme. " Sauver " l' Allemagne de ses chefs pour la rendre à la civilisation occidentale " est l'opinion la plus souvent exprimée. La notion d' espace vital n'effraie pas l' Américain pour qui l'espace a été précisément une condition de succès et de prospérité. L' Allemagne de Weimar est morte, paralysée, ruinée, étouffée dans ses frontières. Une hégémonie allemande sur des peuples de race et de langue allemande paraît logique, et que cette hégémonie s'étende sur des peuples voisins, incapables d'avoir une vie économique propre ou d'assurer seuls la défense de leur frontière ne choque pas outre mesure. C'est encore Walter Lippmann, un des journalistes les plus lus d' Amérique, et par surcroit Israélite qui écrit : " De bonnes frontières sont celles dont l'importance n'est pas trop ressentie. Et elles ne peuvent être tracées que là où existe, dans une large mesure, une unité économique."

3^o. Le morcellement de l' Allemagne apparaîttrait comme une brimade, comme une vengeance; de même, ces réparations, ces tributs de guerre, souvenirs d'un autre âge, qui engendrent le ressentiment et troublent la vie économique du monde. On a parfois l'impression, à lire certains articles, que pour avoir maltraité l' Allemagne, les Alliés portent la responsabilité de la guerre; ils auraient rendu impossible le règlement territorial et politique de l' Europe faute d'avoir appelé leur adversaire à ce règlement.

Telles sont, Messieurs, les leçons qui, du point de vue Américain, devraient être tirées du Passé.

Elles aboutiraient aux notions positives suivantes :

1^o. Restauration de la Pologne, de la Tchéco - Slovaquie à une double condition : qu'elles puissent vivre économiquement et qu' elles participent à un système de sécurité collective. Il est à noter que sur l' Autriche, le silence est complet.

2^o. Désarmement universel. L' Europe libérée du poids des armements, libérerait du même coup l' Amérique. L'on verrait à la fois diminuer la dette de l' Etat et réapparaître l' acheteur d' Occident sur les marchés des Etats - Unis.

3°. Répartition des colonies et des matières premières.

4°. Mais c'est surtout à un ordre nouveau que l'opinion aspire. Un ordre nouveau non pas tant territorial et politique que juridique et économique. L'Amérique de la Guerre Mondiale a mis au monde la Société des Nations. Il est vrai qu'à peine en vie, elle l'a abandonnée. Pleine d'enthousiasme tant qu'il s'agissait de une conception, d'une tendance, d'un idéal, elle s'en est séparée dès que la machine, montée par les juristes de Genève (et l'expression n'a pas dans ma bouche un sens péjoratif) s'est montrée prête à fonctionner. Revenir à la sécurité d'équilibre serait la pire des erreurs; il faut maintenir la sécurité collective, mais sous une autre forme, l'a Ligue est morte, vive la Fédération; la vague de Fédéralisme que nous avons vu passer sur la Grande Bretagne n'est rien à côté de celle qui déferle sur le Continent étoilé.

Cela se conçoit : les Etats - Unis ne constituent - ils pas la plus vieille fédération du monde ? La paix n'y est-elle pas assurée ? et la Liberté ? quelle supériorité sur la ligue ! La Ligue était d'essence universelle, il fallait en faire partie, accepter ses directives, endosser ses responsabilités. La Fédération sera nécessairement limitée, soit qu'elle englobe l'Europe, ou une partie de l'Europe, ou seulement quelques nations, mais en tout état de cause, distincte de la fédération américaine. Quell. liberté d'esprit quand on sait par avance que cet enfant que l'on va mettre au monde, on n'en sera pas responsable !

Il est vrai qu'au moment de définir la Fédération, les auteurs s'embarrassent. Sur un point cependant, l'accord s'établit ; la fédération devra d'abord être économique. Créer, en pendant du Cabinet américain, un continent européen, vaste espace où circuleraient librement les hommes, les monnaies, les marchandises, ce serait servir à la fois l'idéal et les intérêts des Etats - Unis. " Le profit pour nous, écrit G. Nicholas Murray Butler dans sa brochure " Vers un monde fédéral " (l'Esprit International N° d' Oct. 1939), le profit en serait immense".

La fédération, quand même elle ne serait que partielle, doit avoir pour effet de ranimer les échanges commerciaux. " Il faut créer, disait-on dans le N.Y. Herald Tribune dès le 27 Oct. 1939, une organisation économique qui soutienne l'édifice politique; cela implique le rétablissement des échanges internationaux et un système monétaire international; en particulier, cela implique le regroupement des nations en unités économiques plus étendues et plus rationnelles par des procédés tels que l'union douanière, le fédéralisme et des accordz économiques logiques". Dans la future Europe, les états ne devront être qu'une transposition sur le plan politique de leur possibilités économiques.

V. Comment ces conceptions ne seraient-elles pas celles du Président Roosevelt, si sensible à l'opinion de son pays, si habile à en prendre la direction, sous couleur de n'en être que l'expression.

A différentes reprises, il s'est prononcé, dans ce langage à la fois philosophique et religieux, familier aux esprits anglo-saxons, la paix pour être durable devra être juste et morale.

" La Paix, disait-il, le 16 mars dernier, au " Christian Foreign Service Convocation", la Paix ne saurait être une paix durable si elle ne porte comme fruits que l'oppression, la famine, la cruauté, ou le règne de la force armée. Elle ne peut pas être une paix morale s'il faut vendre sa liberté pour éviter l'invasion. Elle ne peut pas être une paix intelligente si elle étouffe ces idéals qui permettent aux hommes de trouver un terrain d'entente. Elle ne peut pas être une paix juste s'il est défendu d'adorer Dieu. Elle ne peut pas être une véritable paix si elle n'admet pas la fraternité".

Un ordre nouveau surgira de la guerre. " Lorsque le moment viendra de fonder la Paix mondiale, sur une base nouvelle et plus sûre, écrivait-il dans son message de Noël au Pape, il sera de la plus haute importance pour l'humanité et la religion qu'une communauté d'idéal ait une expression commune".

Mais à côté de l'idéal, il y a les réalités. Cet ordre nouveau devra tenir compte des exigences économiques et des besoins des Etats. " Les accords commerciaux, disait le Président au Congrès de Washington le 3 Janvier sont et devraient être élargis et considérés comme partie indispensable des fondements d'une paix stable et durable. Les anciennes conditions du commerce mondial n'ont pas permis l'établissement de la paix durable. Lorsque le temps viendra, les Etats-Unis devront mettre à profit leur influence pour ouvrir les voies commerciales au monde, afin qu'aucune nation ne soit obligée plus tard de rechercher par la force des armes ce qu'elle peut très bien obtenir dans une conférence pacifique."

Le 15 Avril, à Washington, devant le Comité Directeur de l'Union Pan Américaine, il revenait sur la même ligne : " La paix règne entre nous parce que nous avons reconnu ce principe que c'est seulement par des relations économiques internationales activées et profitables à tous, que chacun de nous peut avoir suffisamment accès aux matières premières et aux ressources nécessaires pour permettre à nos peuples d'élever le niveau de leur vie économique et d'accroître leur bien-être".

Enfin le premier entre tous, le Président croit à la mission qui incombe à son pays. " Je souligne, dit-il encore le 3 Janvier, le rôle directeur que cette nation (c'est à dire les Etats-Unis) peut assumer lorsque le moment viendra de rétablir la paix mondiale".

M. Cordell HULL dans son Message de Nouvel An au peuple américain, s'exprimait en termes analogues : " Si la paix survient, nous serions conviés, dans notre intérêt même, à faire peser l'influence morale et matérielle de notre pays, en vue de la création d'un ordre mondial stable et permanent fondé sur le droit, afin d'écartier les menaces de conflit économique d'insécurité sociale, et encore une fois, de guerre". M. Cordell HULL a prononcé les mots exacts : " Nous serions conviés dans notre intérêt même...." A beaucoup d'Américains clairvoyants, il apparaît qu'une paix où n'interviendraient pas les Etats-Unis, ne servirait pas la Paix, mais une trêve, et qu'ayant réussi à la seconde guerre mondiale, ils n'éviteraient pas une troisième. " Si l'on ne doit pas choisir une paix où les Etats-Unis prendront toutes leurs responsabilités, pouvait-on lire récemment dans la Nation (10/2) il faut aussi envisager froidement les conséquences de ce choix. " Dans ce cas là; nous ne sommes pas pour la paix et nous ne l'aurons pas; c'est à dire qu'il faudra nous préparer à la guerre///"

Voilà la position américaine, voilà très certainement le sens de la double mission de M. MYRON C. TAYLOR au Vatican, de M. SUMNER WELLES en Europe, l'un message au spirituel, l'autre au temporel.

Pendant des mois, la politique va être dominée par les élections, et les élections par cette question : comment les Etats-Unis réussiront-ils, après la guerre, et sans la faire, à s'assurer une position prééminente dans le monde ? Les deux messagers sont venus rappeler à l'Europe que le moment venu, l'Amérique serait prête à faire " peser", suivant le mot du Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, son influence " morale et matérielle ". Et tout laissé à penser qu'elle pèsera en faveur de la paix que je définissais plus haut : paix par accord mutuel, pas de vengeance sous couleur de sécurité; pas de réparations, démocratisation de l'Allemagne et son intégration dans un système où elle pourra largement respirer; désarmement, accès de tous aux colonies, et aux matières premières, rétablissement des peuples opprimés, mais dans un système collectif de sécurité qui serait le fédéralisme.

Il est impossible - et ce sera la première conclusion de ce rapport - de ne pas être frappé (mise à part l'horreur profonde et à peu près universelle des Etats - Unis pour le nazisme et ses procédés - de la concordance de ces idées avec les idées allemandes. On voit en tout cas le parti qu'une propagande habile peut en tirer. Démocratisation ? Qu'à cela ne tienne. Nous savons que l'Allemagne n'hésite pas à se donner l'apparence qui lui est nécessaire pour traverser un moment difficile de sa vie nationale. Mais c'est une Allemagne " unie et centralisée, quel que soit son régime politique, qui est un péril pour la France. Et quel péril, nous souvenant que l'opinion anglaise se borne à souhaiter un plébiscite en Autriche) quel péril si était maintenue en Europe et consacrée par la Paix, non pas seulement l'Allemagne de 1919, mais l'Allemagne de l'Anchluss ! Désarmement ? Soit. L'histoire est malheureusement là pour prouver que l'on n'empêche pas 70 millions d'habitants de fabriquer des armes. Unité économique ? N'est ce pas sous un autre nom l'espace vital réclamé par Hitler pour son peuple déshérité ? Dédération ? Il est possible, il est probable, il est souhaitable même que l'on recherche un système de sécurité collective, mais nous en connaissons maintenant la limite et le danger, et que là encore, c'est une question de force. Tout va bien, si la force est avec la Ligue. Tout s'écroule si la force est contre elle. Il y a plusieurs façons de comprendre les Etats - Unis d'Europe, et Hitler n'a cessé d'affirmer qu'il en poursuivait la réalisation. Enfin, cette distribution des matières premières, des richesses, des colonies, n'est ce pas là le partage du monde, auquel l'Allemagne aspire à être conviée ?

On voit combien la diffusion de ces idées, leur pénétration dans l'opinion américaine, est dangereuse. Que nous le voulions ou non, l'Amérique au moment de la Paix, sera au chevet du peuple épousé. Peut - être, pour le salut de la civilisation, sera - t'il même indispensable qu'elle y soit.

Je sais bien qu'une idée se fait jour en Amérique, comme en Angleterre, d'après laquelle la paix pourrait se faire en deux temps. Dans une première phase on réglerait entre belligérants et dans le cadre européen les questions politiques, puis dans une seconde conférence ou dans plusieurs autres, présidées par les neutres et sans doute par le plus important d'entre eux, on aborderait les questions économiques qui, elles, ne pourront être envisagées que sous l'aspect mondial.

Il est curieux d'observer comme en cette matière on revient, sans y prendre garde, au passé et à un passé récent. La paix en deux temps, nous l'avons connue : Versailles qui fut politique, et les innombrables conférences qui suivirent, à caractère économique ou financier. Il en résulta que la paix politique ne cessa d'être battue en brèche par les accords économiques ou financiers. Imagine-t-on des plénipotentiaires suspendant leurs travaux, au moment où traçant une frontière politique, un problème économique surgirait devant eux ? Non, la Paix sera une, et ce qui ne sera pas fait du premier temps, risque d'être mal fait ou de n'être pas fait. Préparons nous à voir les ouvriers de la dernière heure parler politique autant qu'économique.

Il faudrait donc agir - et agir sans retard - (ce sera ma seconde conclusion) sur l'opinion américaine. Je reconnais que la chose n'est pas aisée. Les meilleurs observateurs notent une sorte de phobie de l'Amérique contre la propagande. M. Duff Cooper évenant d'une tournée de conférences le confirmait récemment (Paris-Soir du 17 Mars 1940). Et cependant la propagande allemande s'exerce. Nous affirmons un peu vite qu'elle est maladroite. Il n'y a pas si longtemps que nos journaux qualifiaient d'erreur la publication du Livre Blanc Allemand sur les documents trouvés dans les archives de J/ BECK. Ce n'est pas tout à fait exact : " Ce qu'il y a de triste dans cette affaire, écrivait le " Washington Post au début d'avril, c'est que les documents pu- " bliés sont plausibles. On serait heureux de pouvoir se convain- " cre que toute l'affaire est liquidée à la suite de la déclaration " de M. Hull..... " Il n'est pas douteux que cette publication a - suivant la plus pure méthode d'Hitler - jeté le doute sur les esprits. Une des forces de sa propagande - et nous pouvons nous en inspirer - est moins de transporter une idée en pays adverse que de choisir dans ce pays même une idée déjà vivante, et de l'y faire prospérer.

Il est pénible de constater que la propagande allemande a convaincu l'opinion américaine de l'injustice des traités, de la pauvreté du Reich, de la légitimité de la révolte; elle a même réussi à la convaincre que c'était la propagande anglaise qui avait jeté l'Amérique dans la guerre en 1917; et nous ne sommes pas parvenus à lui faire comprendre que nous ne nous battons que pour la sauvegarde de nos frontières !

Devons - nous attendre, comme on nous le conseille, que les évènements se chargent de faire ce que nous n'aurons pas osé ou pas su entreprendre ? Le conseil vaut peut-être s'il s'agit de hâter l'aide matérielle des Etats-Unis aux Alliés, et éventuellement leur entrée dans la guerre. Il est certainement inefficace s'il s'agit de les persuader de nos buts de paix.

La méthode allemande consiste à inonder un territoire délimité de projectiles de tout calibre, en se disant que l'un d'eux atteindra le but; mais nous ressemblons trop à un artilleur qui ne tirerait jamais le canon, de peur d'un retour de flamme.

43

éance du 7 juillet 1940 - 15 heures.

Présidence de M. Henry Bérenger, Présdt.

Présents: Mme. Marcel Plaizant, vice-présdt, Berthod, Jeancaire, Coquer, Millerand, Pichery, Gassier-Dupax, Al. Bachelet, de Castellasso, Reibel, Besnard, Honorat, Renault, de Chambœuf, Steeg, Lebrun, H. Harg, C. Ferrand, Bardouet, Peyronnet, A. Buisson, Thoumine, Boivin-Champeaux, Lassal.

Excus: Desjardins, Fourmont, Lefèvre du Prey.

Audition du Général à la Con^{se} de l'Armée.

M. le Président propose à la Con^{se} de joindre à la Con^{se} de l'Armée pour entendre M. Paul Reynaud, Prés^t du Conseil, M^{me} de la Défense nationale & des Affaires étrangères, qui doit venir devant celle-ci, à la même heure, parler de la situation militaire au moment de l'offensive.

Il en est ainsi décidé.

La Con^{se} se transporte dans le local de la Con^{se} de l'Armée pour y entendre M. le Prés^t du Conseil. N'ayant pas eu l'initiative de l'audition à laquelle elle a été associée, elle décide qu'il n'y a pas lieu pour elle de tenir procès-verbal de cette partie de sa réunion.

L'audition ayant pris fin, la Con^{se} regagne son local pour y poursuivre ses propres travaux à 16 heures ½.

Hommage à M. Jouvelet.

M. le Prés^t propose à la Con^{se} de rendre un hommage ému à M. Jouvelet, échevin de la Somme et membre de la Con^{se}, fait prisonnier par les Allemands alors qu'il s'était rendu dans son département au début de l'offensive pour veiller aux intérêts de la municipalité dont il fut le maire, et d'exprimer à sa famille les sentiments d'admiration et de sympathie inspirés à ses collègues par cette attitude.

(Appel)

Il en est ainsi décidé.

Les Etats-Unis et la Paix

M. Boivin-Chauveau lit le rapport dont il a été chargé sur "Les Etats-Unis et la Paix".
M. le Prés le remercie et félicite M. le Rapp.

La Com décide que le rapport sera distribué à tous les membres de la Com, et communiqué au Gouv et à M. le Prés de la République.

Il sera, en outre, joint au présent procès-verbal (voir ci-dessus pp. 35-42).

note pour le Procès-Verbal de la
 séance du 7 juin 1940 de la Com^{on}
 des Affaires étrangères du Sénat.

Le secrétaire-rédacteur de la Com^{on} n'ayant pas été admis à la réunion tenue en commun avec la Com^{on} de l'Armée, et n'ayant été rappelé que lorsque dit conseil a commencé depuis assez longtemps la ~~dernière~~ séance séparée de la Com^{on} des Aff. étrangères, le début de cette dernière séance n'a pu être enregistré pour le présent Procès-Verbal.

Exposé de M. le Président sur la situation internationale.

1

M. le Prés. - Vous attendez sans doute que j'aborde pour commencer la question italienne, qui est au premier plan de l'actualité. Je crois qu'il sera bon qu'en premier lieu nous fassions un retour rapide sur les faits et dates principales qui en jalonnent l'histoire.

15 septembre 1939, déclaration italienne ~~op~~ de non-belligéance, délibérée en Conseil des Ministres. "Le peuple italien ne prendra aucune initiative d'ordre militaire", cette attitude est alors présentée comme parfaitement conciliable avec les engagements souscrits à l'égard du Reich, et allégées au contraire pour justifier une entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne.

Les Alliés n'ont entre temps, rien négligé pour maintenir la neutralité italienne et accorder des facilités à l'Italie; celle-ci paraîtrait, pendant les premiers mois de la guerre, rester à distance du Reich, et faire tout pour établir de meilleurs rapports avec nous à la longue, nous demandant de ne pas aller trop vite, et gardant, au possible, une attitude toujours ambiguë et équivoque.

16 décembre: discours Ciano, dans toute orienté contre les puissances orientales, mais non except de points contre le Reich qui a violé les promesses faites à l'Italie dans le traité du 22 mai 39.

À partir de là, se multiplient les signes d'un rapprochement entre l'Italie fasciste et l'Allemagne hitlérienne. Les événements de Finlande viennent renforcer M. Mussolini dans la croisance à la victoire allemande. Tendance encore accentuée, par la suite, par les événements de Scandinavie, puis du front occidental.

Et c'est, le 18 mars, l'entrevue spectaculaire du Brenner entre Hitler et Mussolini, dont, le 21 Ciano disait à notre ambassadeur que M. Mussolini, qui mordait sur le cheval allemand, vient de doubler sa mise. "Il n'en affirme pas moins qu'il n'y aura rien de changé dans la politique italienne; mais le pressé italien reconnaît à l'instar de la solidarité de destin entre Italie et Allemagne.

Or, trois jours après, M. Paul Reynaud prend en mains le P. le du Peil et les Aff. étrangères. dès le 27 mars, il a une entrevue avec M. Giariglio, lequel affirme, au nom de son frère, que la politique italienne ne changera pas, qu'il ne faut pas trop s'émouvoir des revendications exposées par le front fasciste, mais que son pays ne peut tolérer des conliques britanniques aux deux extrémités de la

Méditerranée et que l'arrêt de ces bateaux en ces endroits est une humiliation même pour les francophiles. (9 avril).

L'invasion allemande en Danemark et l'envoie ^{dans la presse} ~~de~~ ^{de} l'information ^{de} ~~sur~~ ^{sur} profondément l'Italie, ^{qui} célébre les succès germaniques, proclame le déclin des démocraties, et annonce que l'heure de l'aktion ^{est} la venuer et que le règlement de comptes avec les puissances occidentales est proche.

Dès le 10, entretien de M. François-Poncet avec le Gén. Ciano, qui, tout en répétant que la politique fasciste n'a pas changé, et qu'il ne faut s'attendre à rien d'immédiat, lui montre les instructions envoyées une semaine plus tôt à M. Giuglia: "s'oppose catégoriquement à l'envoie à Rome de tout émissaire ou plénipotentiaire français extraordinaire; quel que soit ce délégué, il ne sera point reçu." Déjà, le 16 septembre, M. Ciano aurait exprimé à notre ambassadeur la même idée, annonçant que "ce serait une erreur très grave que l'envoie en Italie de personnalités politiques voyantes affichant ouvertement l'intention de négocier".

Le 12 avril, le situation paraît assez inquiétante à Londres pour que Sir Percy Lorraine fasse une démarche auprès du Gén. Ciano, au sujet de la violence croissante du ton adopté par le press italien et qui ne répond ni aux sentiments et à l'attitude de l'Angleterre, ni à la position officielle de l'Italie ^{à l'égard de} celle-ci. Au même moment, démarche identique de M. F. Poncet. Le Gén. Ciano ^{ré}pond pendant plusieurs jours, pour finir par déclarer seulement que la situation d'"ami et allié" de l'Allemagne "explique pour l'Italie l'attitude de sa presse". Le Gén. français cependant tient à faire savoir qu'il reste

tant desposé à tenir un compte équitable des légitimes 3 aspirations de l'Italie. Tous vous appellez le communiqué de notre réunion du 19 avril, affirmant que le St. français "demeure desposé à recherches avec le St. italien, dans des échanges de vues amicaux, les bases d'un règlement européen équitable." Affirmation répétée le 27 après la réunion de la Soc. de la Chambre, et qui n'éveille au-delà des Alpes aucun écho positif.

Le 20, s'charge de télégrammes de félicitations entre les deux dictateurs. Mussolini félicite Hitler de ses succès et fait publiquement des vœux pour la victoire allemande. À ce moment, des sondages fascistes constatent que l'unanimité de la nation est pour la non-belligérance, et, en cas de participation à la guerre, 20% pour la guerre aux côtés de l'Allemagne, 80% pour la guerre aux côtés des Alliés.

Le 22, entretien F. Poncelet - Piatto, celui-ci dément les bruits répandus d'une action italienne contre Corfou et la Yougoslavie; il répète que rien jusqu'ici n'est chargé, mais qu'il ne peut garantir qu'il en sera ainsi demain.

Le 10 mai, agression allemande contre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg; aussitôt s'accentuent l'hostilité à notre égard, l'adhésion ^{enthousiaste} de la peuple fasciste aux thèses allemandes, et les autorités organisent des bagues de manifestations anti-alliées d'une grande violence, dans tout le pays.

Le 12, notre ambassadeur s'en plaint au St. Gato, ainsi que des rapport Pietromarchi dénonçant au mépris des réalités, les rigueurs des blocus. M. Gato juge toute discussion superficie, déclare que le rapport est un acte

politique et qui il n'est pas membre d'intervenir dans le jeu du Duce. Il reconnaît que la situation s'aggrave mais ^{prétend} que la décision n'est pas fatale, et recommande une fois de plus, selon la réticence que nous continuons, ^{seulement} d'attendre et ^{de} ne rien précipiter.

Le 15 mai, un sondage de l'ambassadeur américain Phillips auprès du ^{l'}Etat Giano laisse peu de doute sur l'entrée en guerre de l'Italie. Le 26, Roosevelt fait dire à Mussolini qu'il a des raisons de croire que les Alliés prendraient en considération toutes ses revendications ^{permettant} raisonnables et à l'accorder avec lui sur un règlement à intervenir à la fin de la guerre; il s'offre à transmettre à Londres et Paris les propositions italiennes: attitude catégoriquement négative de M. Mussolini.

En fin mai, échec analogique des démarches ^{que} multiplie le Vatican: le Duce reste sourd à toutes les adjurations de ne pas faire cause commune avec les ennemis du christianisme.

Le 27, le ^{l'}Etat Giano déclare à M. F. Poncet que les plus riches cadeaux ne changeraient rien; le lendemain, il prévient à l'Intérieur lorraine que, même si l'on offrait à l'Italie la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, M. Mussolini déclinerait ces propositions, ajoutant: "Depuis le 8 mai, le Duce a pris sa décision."

Malgré ces affirmations catégoriques et l'échec de tous les tentatives faits depuis septembre pour un règlement équitable, le ^{l'}Etat français tient à faire un dernier effort. Le 30 mai, il renvoie à l'ambassadeur d'Italie une note pour le Duce, constatant la menace d'un conflit franco-italien, et affirmant qu'il n'existe entre les deux peuples aucun litige pouvant justifier le recours aux armes, et offrant à

69

nouveau des négociations directes pour examiner un ⁵ statut méditerranéen en établissant un accord définitif de sécurité, avec la seule pensée d'éviter une guerre préjudice qui risque d'anéantir la civilisation occidentale.

Le Duce reste sourd. Le 1^{er} juin, le 1^{er} Giano fait savoir à M. F. Ponct que Mussolini aime mieux s'abstenir de toute réponse, qui ne pourrait être concue qu'en termes des agréables, que sa décision d'entrer en guerre est définitive, la date seule restant incertaine. Nous serions ainsi en présence d'une déclaration de guerre à terme, fait sans précédent dans l'histoire.

M. Pierre Laval. - L'opinion publique italienne n'est pas favorable à la guerre, elle est nettement hostile à une guerre contre la France, mais elle est très montée contre l'Angleterre. Je crains bien que, si les événements prenaient une tournure fâcheuse pour nous, l'aspect de l'affaire italienne ne devienne tragique. Toutes les protestations que j'ai fait entendre ici sont restées vaines. Nous savons très bien d'une légitimité allemande. C'est toute la latinité qui serait victime. Il serait peut-être encore temps d'arranger quelque chose, mais par quelle fatalité faut-il que certains nous viennent gâter tous les efforts? Quand on voit réapparaître celui de M. Delbos en un tel moment, on se demande si jamais il ne sera possible de laisser la politique à la porte. On peut s'offrir tous les luxes, sauf un: celui de compromettre le sort de notre pays, déjà si gravement engagé.

Rapport de M. Garnier-Duparc sur la situation navale.

M. Garnier-Duparc. - La Cour m'ayant confié le soin des questions navales, j'ai pensé qu'il y avait intérêt, après les événements de Norvège et des Flandres, à consigner la situation de nos forces navales, particulièrement en comparaison avec celles de l'Allemagne.

Vous savez quel rôle éminent a joué notre marine au regard des blocus, de l'affaire Scandinau et de l'expédition des Flandres, où elle a réussi à échapper plus de 3000 hommes, avec des pertes légères affectant 2 contre-torpilleurs, 4 torpilleurs et 6 torpilleurs légers.

Toutes dispositions nécessaires sont prises pour une

action navale instantanée en Méditerranée, le cas échéant. ⁷
 Quel y serait l'état des forces ? Pour les bâtiments de ligne, 4 italiens totalisant 117.000 tonnes, 6 français totalisant 141.000 tonnes ; avant la fin de 1940, il faut ajouter, d'un côté, deux bâtiments en réfönte, soit 43.000 tonnes, et, de l'autre, Richelieu et Jean-Bart, chacun de 38.000. La France conservera dans cette catégorie son avantage en nombre et en tonnage.

Porte-aéronefs : aucun bâtiment italien, deux en France, avec 32.000 tonnes. Égalité pour les croiseurs lourds, avec 7 unités et 70.000 tonnes, de chaque côté. Croiseurs légers : 12 italiens, 11 français mais avec un tonnage supérieur. Contre-torpilleurs : 96 italiens, 60 français, mais plus importants ; et de plus nous avons 18 avisos-draguins, à l'Italie aucun.

Sous-marins : 98 italiens pour 77 français, mais les nôtres sont plus gros, plus meurtriers, plus fortement armés. Au total, 448.000 tonnes du côté italien, 512.000 de côté français.

De plus, nous pourrons compter sur la coopération de la flotte britannique. Notre situation navale est donc excellente. À la fin de 1940, la flotte française doit se débarrasser de 80.000 à 100.000 tonnes la flotte italienne.

Si le conflit s' étendait en Méditerranée, il faudrait à considérer la flotte russe en mer Noire, soit 91.000 tonnes, et la flotte turque, 39.000 tonnes. Du point de vue tonnage, les forces franco-anglo-turques pourraient maintenir une équilibre avec avantage les forces maritimes italo-russes. L'avantage est supérieur de notre côté. Il faut ajouter que notre marine a l'expérience de la guerre, tandis que l'Italie ne l'a pas.

Après que nous venons d'avoir un sombre tableau de nos forces terrestres et des pertes subies, je vous apporte donc une note plus rassurante.

M. le Prst. - Nous venons en remercements et vous en félicitations.

M. Peyronnet. - Quelle est la situation pour les hydravions?

M. R. Bernard. - La question est importante, car la lutte dans le ciel coïncide avec la lutte de l'air.

M. Aimé Barthod. - Sait-on si les Italiens, au cas où ils interviendraient, et les Allemands, respecteraient la neutralité suisse? J'ai toutes raisons d'être inquiet sur la solidité et l'avenir de nos fortifications en frontière du Jura.

M. le Prst. - J'ai en tous les yeux, à cet égard, des détails dont le sens n'est pas définitif. Des conversations ont eu lieu, ces jours derniers. Notre redoutable ennemi sur les Alpes exposant à un échec presque certain une attaque de ce côté, l'Italie aurait envisagé une poussée à travers la Suisse en direction du Jura. Vous nous rappeleriez que nous avions, l'an dernier, signalé cette menace au St, et l'on nous avait répondu qu'on avait sérieusement travaillé à la défense de la frontière. Je rappellerai la question au Prst du Pil.

M. Honnorat. - Je crois savoir qu'on a décidé d'abandonner Narvik, et que le St. norvégien devrait se réfugier en Angleterre ou en France.

M. le Prst. - Il n'y a pas de décision prise, mais cette question a son opportunité.

M. Honnorat. - Il est tout à fait nécessaire de faire savoir

que l'entente est maintenue entre les Alliés et la Norvège 9
et qu'on n'abandonne pas celle-ci.

M. le Prés. - J'ai vu une dépêche récente de Londres faisant allusion à la chose, et m'en suis vivement ému; j'en suis informé. Actuellement, le gt. britannique n'a pas encore pris de détermination. Le gt. français a déjà fait des représentations au sujet. Il ne faut pas oublier que M. Kohn, par l'intermédiaire de la Suède, a déjà entrepris des démarches en vue de neutraliser le bord de la Norvège, ce qui ne facilite pas l'œuvre de notre diplomatie. D'autre part, le roi Haakon a adressé une lettre partiale à "nos ministres d'Angleterre" signifiant qu'il ne pourrait quitter son pays si les Alliés le quittaient et qu'il voulait peut-être amener alors à envisager des conversations et un armistice. Là, des grosses émotions et réactions vigoureuses des Alliés, qui lui ont renoncé qu'il renouvelerait aussi le geste du roi Higold. (Intern.) L'affaire est suspendue; elle est prête; elle doit rester secrète.

M. Camille Ferrand. - Qu'en d'une intervention italienne, aurions-nous une contre-partie? J'avais signalé ici des doutes émis sur l'attitude de la Turquie: qu'en est-il? Et de la Yougoslavie?

M. le Prés. - Sur ce point comme sur les précédents, j'ne puis mieux vous répondre qu'en reprenant la suite de mes explications: que l'Italie avait été internoncée. Pour la Turquie, indications rassurantes: les deux ambassadeurs alliés ~~qui~~ ont demandé, il y a quelques jours, au gt. turc si il voulait à nos côtés ou les où l'Italie attaquerait les alliés. Réponse, sans une hésitation: il n'y a pas de question, dans ce cas la Turquie entre en guerre aux côtés des Alliés. Mais M. Scandiglione

s'est montré sceptique en ce qui concerne Roumanie & Yougoslavie. Il a, au surplus, indiqué que, si l'Italie n'attaquait pas Sofia, ce serait seulement pour joindre toutes ses forces à celles de l'Allemagne et se tourner d'abord contre nous pour se retourner ensuite sur les Balkans. Il croit que les Balkaniques sont décidés à se laisser manger les uns après les autres.

En ce qui touche la Yougoslavie, il y a une dépêche du 5 juillet de M. Brugère, qui avait vu le Prince-Regent, celui-ci s'est déclaré en faveur des Alliés, mais il craint que l'aide américaine n'arrive trop tard. Sur son attitude en cas d'intervention italienne il a été évasif, il se défendra seulement si on l'attaque au d'un attaque Salonique. M. Brugère a répliqué que ce n'était pas suffisant, que la Yougoslavie avait pris des engagements envers la France & envers les alliés balkaniques, qu'il vaudrait au moins qu'en tout état de cause elle fût non belligérante d'abord et intervenir au moment opportun. Il n'a pu obtenir de réponse ferme, mais seulement celle-ci: "J'ai de grosses inquiétudes du côté de l'Italie." Je crois qu'il ne faut pas trop compter sur le ciel Balkanique.

M. Hornosat. - Si la Yougoslavie avait été attaquée, serait-on allé à son secours?

M. le Prés. - Quant à la Roumanie, les dépêches sont catégoriques:

M. Gafencu, entomophile, a été remplacé par un permanophile militaire et agressif; il a fait savoir personnellement que son départ avait pour motif le refus de se solidariser avec la nouvelle politique roumaine, dont nous connaissons les vices.

M. Lebrunek. - L'attitude de la Roumanie se peut-elle modifier le traité que nous avons avec elle? Comment! elle a trahi le Reich depuis 9 mois & nous continuons à la garantir! Il me semble que la France pourrait dénaturer son engagement.

M. le Prés. - J'ai déjà transmis vos observations en ce 11 domaine à M. le Prés du Ciel; il estime qu'il faut aller lentement.

M. Henry Haye. - Après ce que nous avons entendu à la C^{on} de l'Armée et ici, une question se pose: quand allons-nous nous réunir à nouveau? L'heure étant inquiète et pouvant appeler une action utile, il ne faudrait pas que nos travaux soient interrompus par une clôture de la session.

M. le Prés. - La C^{on} reste maîtresse de ses décisions; elle siège, même dans l'interruption, sous le Prés. Je verrai le Prés du Sénat et me mettrai d'accord avec lui.

M. Boisot-Champeaux. - L'idée de plusieurs d'entre nous que le décret de clôture ne soit pas lu dans les circonstances présentes. nous ne déclarons pas de fautes publiques en ce moment, mais le renvoi du Parlement produirait un facteur c^{on}tre l'opinion. ne pourriez-vous poser la question au P^{re} du Sénat?

M. le Prés. - Nous sommes d'accord. Les sons techniques ne peuvent se substituer ~~aux~~ à l'autorité politique du Sénat; elles peuvent faire entendre leur voix. Dans la dernière guerre, le Parlement n'a pas cessé de siéger; vous pourriez demander si il en fut de même.

M. René Renault. - Rien n'indique une intention de lire le décret de clôture, et le P^{re} du Sénat, hier, n'y croit pas. C'est pas dans la manière du P^{re} du Ciel, qui déclare maintenir le contact avec le Parlement. Il est bon que vous caudiez aux notes que la question soit réglée dans le sens indiqué, elle l'est peut-être déjà.

M. le P.^t - Faites-moi confiance pour ce que je vous pourrai écrire,
où j'ai obtenu des résultats.

12

M. Boivin-Champenois. - Considérables, et nous vous en démontrons.

M. Pichot. - On nous avait dit que l'Espagne suivrait l'Italie :
où en sont les choses ?

M. le Prés. - Le général Franco et M. Brigneder sont décidés à maintenir la neutralité espagnole même si l'Italie entre en guerre. Mais il faut prendre garde à l'activité de la 5ème colonne, qui peut déborder le gt. c'est elle qui a fait manifester réellement au cri de : Gibraltar-Tarpon ! Le gt. espagnol a pu établir que les manifestants étaient Allemands et Italiens. Nos agents signalent des craintes d'un putsch germano-italien en Espagne. Le duc d'Alba a confirmé à bord le volonté franquiste de neutralité en donnant toutes assurances pour les Balkans.

Quant à la Russie, elle veut avant tout le statu quo dans les Balkans, et, par suite, aider ^{l'antérieur} les Alliés, qui tendent au même but. Elle s'est réjouie, après difficultés de forme, de la nomination d'un ambassadeur anglais. Elle est dominée par le crant que Hitler, si il remportait rapidement une victoire définitive en Orient, ne retourne contre elle de faire sa force. On a en confirmation que Staline n'ira pas une guerre longue et risquera en elle des dépendances pour servir ses propres visees. Molotov, en négociant officiellement le Reich, n'intensifie pas son aide commerciale, et, au besoin, la sabotera.

J'arrive au point le plus confortant : l'aide 13 américaine. Après ce que nous avons entendu, et ce que nous savions, si nous n'avions pas, et très rapidement, le coups de tonnerre des Etats-Unis, et même du continent américain, nous ne serions peut-être pas sortis, mais nous aurions, du moins, une paix difficile et dépourvue de la stabilité que nous prordions. Il a donc fallu multiplier les appels. Le Pr. Roosevelt s'avance avec grande prudence, mais fermeté, il arrive maintenant à être au centre de son opinion publique au lieu d'être à l'avant-garde.

M. Paul Reynaud lui a courtoisement envoyé un télégramme personnel de remerciement pour ses paroles, et d'appel, lui disant : la France ut en péril, l'Angleterre y sera bientôt, la menace s'étendra à l'Amérique, nous vous demandons donc de faire encore plus qu'avant. M. Roosevelt a alors précipité la décision, hier il a été arrêté que 50 avions de bombardement pris sur le matin de l'armée américaine seraient mis immédiatement à la disposition des Alliés, on ne s'en tiendra pas là. Les négociations relatives à la livraison de canons de 75 ont abouti, on nous envoie 300 canons, alors que vous avez coulû nous en avons perdu et que nous ne pourrons agir décisive contre les tanks. Avant-hier, les Pds des Com. des Aff. Etrangères du Parlement américain ont déclaré qu'ils ne reconnaîtraient aucune cession de territoires à des puissances européennes en Amérique, - riposte à une campagne nazi en Sud-Amérique, et M. Cordell Hull recommande au Congrès d'adopter cette motion.

M. Roosevelt a déconseillé un appel envisagé par les chefs d'Etat alliés au sujet des procédés barbares allemands, comme risquant de desserter notre cause au profit des isolationnistes,

en ajoutant qu'on le laisse agir; et il a continué de le faire, intervenant aussi bien encore depuis de Mr. Mussolini.

L'Allemagne est, d'après des données tout à fait confirmées dans un état moral détestable, et cela pour trois raisons: le nombre des tués et blessés, nos ennemis ne s'attendait pas à de telles hécatombes; - les dégâts formidables de nos bombardements aériens, que, outre les armées allemandes, ont fait des destructions considérables dans toute l'industrie italienne, où les stocks s'épuisent; - enfin, le courant culturel à manquer. Hitler joue tout sur une carte suprême, à il ne réussit pas à occuper Paris et à démoraliser la France, l'ut perdu. Il faut tenir: on se défend devant Paris, dans Paris, derrière Paris s'il le faut mais nous ne devons pas lâcher.

M. René Renault. - Il y a-t-il pas inconvenient à priver notre front des effectifs et matériels de l'armée d'Orient?

M. le Prés. - C'est leur présence qui nous attire le concours turc, et, en cas d'intervention italienne, le défaut de l'Egypte ainsi que de l'Algérie où s'exerce un chantage italien.

M. Marcel Pfaudert. - Ce qui se trouve à Syrie est aussi de grande importance.

M. Lebrunste. - Où en est la question belge?

M. le Pr. - La réunion de Linz n'a pas abouti; le roi, soutenu par l'Allemagne, et, dans une certaine mesure, par son épouse, ne cesse d'agir sur les réfugiés et reprend peu à peu de l'influence.

M. Labrousse... Les effets en sont très sensibles.

M. le Pt. - J'ai vivement rencontré au Pt du Cd que la situation ne pouvait se prolonger, sous peine d'entraîner une catastrophe, et qu'il fallait obtenir du Parlement belge, même incomplet, un acte définitif, c'est à dire la nomination d'un Régent qui fasse un St d'union, régulier, et approuvé par les Chambres. M. P. Reynaud m'a promis de s'en occuper.

M. Labrousse. - L'état d'esprit des réfugiés est inquiétant; nos populations s'en irritent; les forces belges sont sous notre garde; il pourrait y avoir de très graves incidents.

Dans ma région, où les Italiens aussi sont très nombreux, il y a avec eux des rixes tous les jours, et on peut craindre les pires choses si l'Italie entre en guerre; aussi s'en vont-ils en grand nombre, rapportant chez eux l'argent gagné chez nous, et les autorités les laissent partir.

M. R. Renault. - Il y a 380.000 Italiens sur le littoral de Provence, ils n'ont jamais pu faire accepter leurs ensembles dans nos armées.

M. Horowitz. - Il y a un million de travailleurs italiens en France, nous ne pouvons nous passer de cette main-d'œuvre. Le problème est capital. On a refusé de pratiquer à leur égard une politique de naturalisation. Ceux qui ont demandé à servir ont rencontré toutes les difficultés. Il faut régler, et tout de suite, ces problèmes.

M. le Pt. - Ils sont considérables. Je les ai à nouveau signalés au St. J'en traînerai avec M. Baudouin.

M. Labrousse. - Plutôt que de reconstruire une armée belge où entraîrait le dualisme, il faudrait un corps de volontaires, surtout wallons.

M. J. Bardoux.. - Je renouvelle ma suggestion relative à la nécessité d'une action des Etats-Unis d'Amérique pour renforcer celle de M. Roosevelt. J'ai vu plusieurs diplomates sud-américains, envisageant jusqu'à une sorte d'état de guerre avec l'Allemagne, mais se plaignant de ne pouvoir être entendus au Jai d'Orsay.

M. le Pr. - Je présenterai également à M. Bardoux cette question.

La séance fut levée à 18 heures.

SENAT

République Française

VICHY, le 11 JUILLET 1940

Les membres de la Commission des AFFAIRES ETRANGÈRES
du SENAT sont convoqués dans le cabinet de M. le ministre
des Affaires Etrangères, à l'Hôtel du Parc, le Jeudi
11 Juillet 1940, à 17 heures.

Le Vice - Président de la
Commission des Affaires Etrangères :

Marcel PLAISANT

ASSEMBLÉE NATIONALE

====

Vichy le 11 Juillet 1940

Les membres de la commission des Affaires Etrangères
du Sénat sont conviés dans le cabinet
de M. le ministre des Affaires Etrangères
à l'hôtel du Tarc à 17 heures.

Le Vice-Président.
Marcel Plaisant

jeudi

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES DU SENAT

Séance du jeudi 11 juillet 1940

tenue dans le Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères à Vichy.

Présidence de M. Marcel Plaisant, vice-Président

La séance est ouverte à 17 heures.

Présents : MM. de Castellane, Thoumyre, Labrousse, Mollard, Renault, J. Bardoux, Ch. Reibel, Capus, A. Berthod, Paul-Boncour, P. Laffont, H. Haye, Al. Bachelet, Peyronnet, A. Buisson, Cam. Perrand; de Chambrun, Boivin-Champeaux. *MM. Desjardins & Colombe Reusse étaient excusés.*

M. le Président. -- Je vous remercie, Monsieur le Ministre, de l'excellent accueil que vous nous avez réservé en manifestant le désir d'informer notre Commission de collaborer avec elle. Je vous avais dès le début indiqué notre souhait d'entrer en contact, puis le thème d'une conversation possible :

- 1) évolution de notre politique à l'égard de l'Angleterre,
- 2) état de nos rapports avec les Etats-Unis,
- 3) informations sur l'attitude de la Belgique,
- et enfin savoir quelles facultés de négociation diplomatique nous restent vis à vis de l'Italie et de l'Allemagne.

M. Baudouin, Ministre des Affaires Etrangères - Je suis

moi-même très heureux des contacts qui s'instaurent ici. Je m'efforcerai de vous répondre sur ces diverses questions, la première appelant les observations les plus longues; il faut, en effet, faire l'historique de nos récentes relations avec la Grande-Bretagne.

C'est dès le 24 mai que fût posée, pour la première fois, la question d'un armistice séparé, à un Comité de guerre, où le Général Weygand fit un exposé très net de la situation devenue dramatique : la bataille tournait mal dans les Flandres, elle allait bientôt reprendre sur la Somme; il indiqua sans détour la disproportion des forces en présence; nous avions dès lors la certitude d'une lutte sans issue, nous ne pensions pas qu'elle se déroulerait si vite. Nous étions déterminés à résister de toutes nos forces, et, comme nous l'avons fait, à sauver l'honneur du drapeau.

C'est à la suite de ce Comité que, dès le lendemain, M. Paul Reynaud partait pour Londres, où il allait dire au Gouvernement anglais : "Voici la situation. Nous craignons de succomber si vous ne nous aidez pas : quelle serait alors votre attitude ?" Les Anglais ne répondirent pas à cette question; ils ne laissèrent aucune illusion au Gouvernement français sur l'importance de l'aide militaire qu'ils pourraient lui apporter.

M. Paul-Boncour - L'affaire de Bapaume-Arras était-elle finie ?

M. le Ministre - Pas encore. Le 24, nous avions eu

l'immense déception de voir les troupes anglaises se retirer vers les ports, nos troupes attendaient l'assaut prochain sur Somme et Aisne, la jonction avec les armées du Nord se révélait impossible.

La deuxième fois où la question fut posée fut le 31 mai, à un Conseil Suprême tenu à Paris en présence de MM. Churchill, Attlee et de chefs militaires anglais. M. Churchill déclara alors : "Si l'un des deux camarades tombait au cours de la lutte, l'autre ne déposerait les armes qu'après avoir relevé le camarade blessé". C'est au cours de ce Conseil qu'il nous refusa brutalement l'aide de l'aviation de chasse maintenue en Grande-Bretagne pour la défense du territoire, ainsi que l'espoir de recevoir des divisions anglaises.

Le mardi 11 juin, à Briare, M. P. Reynaud expose le caractère désespéré de la situation à M. Churchill, qui continue à se refuser à tout engagement, mais demande à M. Reynaud de ne rien faire sans l'avoir vu à nouveau, excluant d'ailleurs toute récrimination contre nous s'il nous fallait traiter et se rendant compte qu'il nous avait très peu aidés.

Le 12, au Conseil des Ministres, le Général Weygand pose la question d'un armistice, disant : "Je suis un Commandant en chef, la tâche essentielle du Commandant en chef est de disposer des réserves, je viens de disposer de 3 bataillons, c'est tout ce qui me restait ce matin". A ses yeux, l'armistice était

désormais le seul moyen d'éviter une occupation totale du territoire et une débandade de l'armée.

En vertu de la promesse faite la veille, M. P. Reynaud demande à M. Churchill de venir : d'où le Conseil Suprême du 13, à Tours. M. Reynaud interroge : "Si le Gouvernement était forcé de demander un armistice, quid le serait l'attitude du Gouvernement anglais ?"- J'étais seul avec lui, en face de M. Churchill, Lord Halifax et Lord Beaverbrook. M. Churchill répondit : "Si la France demandait un armistice, nous comprendrions qu'elle le fasse, en nous abstenant de vaines récriminations, l'Angleterre continuerait la lutte en s'engageant à rétablir la France dans toute sa grandeur et sa prospérité". Un peu plus tard il ajoutait qu'il avait exprimé là l'opinion également de ses deux collègues, et qu'elle engageait le War Cabinet et le Gouvernement anglais tout entier. Il a démenti ensuite avoir fait cette déclaration.

Deux jours après, en effet, nous apprenions avec stupeur que le War Cabinet n'avait pas ratifié la promesse de M. Churchill, et considérait, au contraire, que l'accord du 28 mars excluant des négociations séparées ne pouvait être rompu unilatéralement.

Le 16 juin, l'ambassadeur britannique remit à M. Paul Reynaud une note de son Gouvernement acceptant que nous concluions un armistice séparé, à condition que la flotte française soit remise dans des ports anglais. Mais, quelques

heures après, cette note était retirée, et remplacée par le projet qui offrait une fusion des deux Empires, sans toutefois offrir aucune solution à l'instant problème militaire.

Nous n'avons pas su exactement ce qui s'était passé à Londres; notre sentiment est que certaines influences, et probablement celle du Général de Gaulle, intervinrent contre l'hypothèse de l'armistice, ensuite de quoi fût bâclé ce plan d'arrangement général; il fut considéré par notre Conseil des Ministres comme ne résolvant nullement le problème; l'armistice paraissant inévitable, M. Paul Reynaud estima, puisqu'il avait signé l'accord du 28 Mars, qu'il devait se retirer devant le gouvernement du Maréchal Pétain.

A partir de là n'ont cessé de croître les difficultés avec l'Angleterre, préoccupée uniquement de la question de la flotte. Aussitôt après avoir reçu, dans la nuit du 16 au 17 juin, M. de Lequerica pour le prier de transmettre à l'Allemagne notre demande d'armistice, je recevais sir Ronald Campbell, à qui je demandais que l'Angleterre se penche avec charité sur le grand blessé que nous étions; je le trouvai très ému et compréhensif; il me pria seulement tout de suite de ne pas remettre notre flotte et notre aviation aux mains des Allemands; et, tous les jours suivants, se renouvelèrent les démarches anglaises tendant au même but.

...

Pour nous, dans les instructions données au Général Huntziger et à M. Léon Noël avant leur départ pour Rethondes, nous posions comme condition primordiale, comme condition d'honneur avec laquelle aucune transaction n'était possible, de ne laisser tomber ni un bateau ni un avion aux mains des Allemands. Ceux-ci, d'ailleurs, qui sont toujours bien renseignée, ne nous ont pas demandé la livraison de notre flotte; ils réclamaient nos avions : c'est alors que, sur une démarche personnelle auprès du maréchal Goering, nous avons obtenu que nos avions fussent seulement désarmés et parqués sous contrôle germano-italien. Notre flotte devait être désarmée avec équipages français dans les ports français d'Afrique du Nord, et des ordres secrets étaient donnés pour saborder tout bâtiment s'il était menacé d'une mainmise allemande ou italienne.

Le mécanisme des garanties ainsi obtenues et de toutes les précautions prises minutieusement par nous pour en assurer la sauvegarde, nous nous sommes épuisés à en renouveler l'exposé, avec les promesses les plus solennelles aux représentants de l'Angleterre, lord Lloyd et sir Alexander notamment, et à ceux des Etats-Unis. Ils se sont déclarés convaincus de l'efficacité de ce mécanisme.

Mais le gouvernement anglais, dans des conditions très pénibles pour nous, n'a pas caché qu'il doutait de la parole du Gouvernement français, réclamant la remise de notre flotte

dans des ports anglais. J'ai répondu qu'il était impossible, pour un pays vaincu, de faire passer des moyens de combat pour servir contre l'ennemi avec qui il avait dû traiter.

Dans la nuit du 22 au 23 juin, l'ambassadeur anglais est venu me dire que, rappelé par son Gouvernement, il s'en allait avec tout son personnel. Je lui ai exprimé mon regret du malentendu que je sentais s'élever entre nos deux pays, et l'espoir que son gouvernement pût continuer à être renseigné par les Ministres du Canada et de l'Afrique du Sud, avec lesquels je souhaitais maintenir le contact. Il me répondit : "Ils sont dans ma voiture, je les emmène, ils viennent prendre congé de vous". Je les ai alors reçus, fort gênés d'être rappelés ainsi brusquement sur des instructions secrètes venues de Londres dans la nuit.

Dès lors, nous sommes restés privés de toutes communications avec Londres, sauf par notre ambassade, que nous n'avons nullement songé à supprimer. Cette position a duré jusqu'au 4 juillet, c'est-à-dire jusqu'aux incidents de Mers-el-Kébir.

Mais, entre le 20 juin et le 4 juillet, se place une suite d'actes intolérables : dès le 18, les représentants britanniques en Afrique du Nord priaient les autorités françaises locales de ne plus obéir aux ordres du Gouvernement Pétain, leur offrant de les rétribuer directement. Le 21, l'Amirauté britannique rembarquait d'autorité, à destination de l'Angleterre, la division française de Narvik. Le 22, à la radio, M. Churchill déclarait que les conditions de l'armistice n'auraient jamais été acceptées par

un Gouvernement français indépendant et constitutionnellement formé. Le 23, commençaient les communications radiodiffusées du Général de Gaulle. Le 25, l'escadre française d'Alexandrie était immobilisée par les Anglais, et nos protestations restaient sans réponse. M. Duff Cooper et Lord Gort arrivaient à Casablanca pour y organiser la révolte avec M. Mandel; le général Noguès les isolait et les invita à repartir le lendemain.

Les 3 et 4 juillet, en même temps que le bombardement de Mers-el-Kébir, c'est la capture de nos bâtiments qui se trouvaient en Angleterre, - vaisseaux blessés pour avoir lutté aux côtés de leurs frères d'armes britanniques - et parmi eux le Surcouf, le seul sous-marin de 3.500 tonnes, qui avait été péniblement remorqué du Havre à Cherbourg, puis en Angleterre, pour panser ses blessures, et qui fut pris dans des conditions pénibles, après qu'un de ses officiers eut été abattu d'un coup de revolver.

Le 4, M. Churchill, aux Communes, essaie de justifier l'attitude anglaise en prétendant que le gouvernement français se serait engagé à remettre sa flotte à l'Italie et à l'Allemagne.

Les 5 et 6, nouveaux coups de force anglais contre nos bâtiments en Afrique du Nord, puis à Alexandrie : là, un guet-apens aurait été organisé pour paralyser bâtiments et équipages; un accord a, du moins, permis de maintenir entièrement et uniquement nos équipages à leur bord.

Le 10, saisie de l'Île de France et du Pasteur, et, ce matin, de trois de nos navires pétroliers en Méditerranée.

Nous n'avons réagi que le 4 juillet, au lendemain de Mers-el-Kébir, où le Conseil des Ministres décida le rappel de notre ambassadeur à Londres.

C'est le 8 seulement que M. de Castellane a pu remettre au Gouvernement britannique le télégramme de rappel. Voici dans quelles conditions. M. Corbin, deux ou trois jours après le rappel de l'ambassadeur anglais, nous avait, par câble, offert sa démission et sa mise à la retraite; ayant accepté, nous avons confié la gérance de notre ambassade à M. Roger Cambon; celui-ci était à Londres depuis 27 ans, stabilité excessive qu'on devrait toujours éviter, car il y était devenu plus Anglais que Français. Nous avons des raisons de penser que le gouvernement anglais retarda la transmission de notre télégramme, et prévint entre temps M. Cambon, en sorte que celui-ci écrivit à Lord Halifax pour leur remettre sa démission et, le lendemain, nous envoya copie de cette lettre.

La gérance fut alors remise à M. de Castellane, et il fut demandé télégraphiquement à M. Cambon s'il avait remis notre câble rompant les relations diplomatiques. Les Anglais avaient retardé ce câble pour pouvoir prétendre qu'ils avaient été informés de la rupture par l'Allemagne et que "le Gouvernement de Vichy" était sous le contrôle allemand. C'est le 8 seulement, je vous le disais, que le câble fut remis à Lord Halifax. M. de Castellane s'est acquitté de cette mission avec une grande dignité, par une lettre, fort bien conçue, à Lord Halifax, lequel a

déclaré regretter ce qui se passait et annoncé une communication pour le Gouvernement français que j'ai reçue hier.

M. le Ministre lit ce document, où il est affirmé à nouveau que la flotte française devrait être remise dans des ports anglais pendant les négociations, ce qui est inexact, et proposé l'envoi d'un représentant à Vichy pour reprendre les relations diplomatiques.

M. le Ministre - Comment se présente actuellement la question, et qu'allons-nous répondre ?

A aucun moment, et malgré la gravité des actes commis, nous n'avons envisagé une déclaration de guerre à l'Angleterre; sans parler du risque de voir bombarder les villes françaises alors que nous n'avons plus de défense anti-aérienne, nous n'entendons nullement nous précipiter dans les bras de nos ennemis d'hier et renoncer à sauvegarder la dignité française; ce que nous voulons, c'est respecter les engagements que nous avons pris, mais sans nul désir de coopérer avec l'Italie, et l'Allemagne dans leur action contre l'Angleterre, question qui ne saurait se poser pour le Gouvernement français.

Mais la France n'est pas morte ni privée de moyens : le gouvernement français a décidé de répondre par un coup à chaque coup reçu de l'Amirauté britannique, c'est ainsi que nous avons bombardé, non pas Gibraltar comme on a pu le lire, mais les

bateaux qui ont attaqué Mers-el-Kébir, et le compte n'est pas encore réglé avec eux, mais il le sera : ce sera une action brève, localisée. J'ai fait prévenir les Anglais qu'il y aurait une riposte, pour leur montrer que nous sommes encore vivants, et non pas un cadavre gisant à leurs pieds. Le télégramme de Lord Halifax d'hier m'apparaît comme dû à la ferme attitude de la France, que je serais heureux de vous voir approuver (Assentiment)

Un télégramme pour M. de Castellane sera soumis demain au Conseil des Ministres : nous y demandons, avant d'examiner la reprise des relations diplomatiques, que l'Angleterre nous rende la flotte militaire et marchande interceptée, qu'elle s'engage à arrêter le blocus de nos côtes méditerranéennes et coloniales, qu'elle indemnise les victimes de Mers-el-Kébir ou leurs familles; ensuite, nous ne nous refuserons pas à la reprise des relations. Je crois que les Anglais n'accepteront pas; mais le dossier français, que j'ai ouvert à quelques représentants diplomatiques, à ceux de l'Espagne et des Etats-Unis, montre combien nous avons tout fait pour éviter une rupture; nous ne voulons pas admettre d'être traités comme un blessé sur lequel on s'acharne sans rien craindre.

Que se passe-t-il en Angleterre ? Je crois que M. Churchill, qui est quelqu'un de très chaud, est entièrement mené par l'Amirauté, qui ne peut pas admettre sur les mers la présence d'une

autre flotte que la sienne et a peut-être saisi l'occasion d'assurer son monopole. Certains hommes, comme Sir Samuel Hoare, qui ne partageaient pas les vues extrêmes de M. Churchill, ont été écartés; et en ce moment la politique britannique ne forme qu'un bloc.

M. Paul Laffont.- Est-il exact qu'au Proche Orient le pipe-line français aurait été coupé ?

M. le Ministre - Nous n'avons reçu aucune confirmation de source française.

M. Jacques Bardoux - Le 4 juillet, Harold Nicholson, à la Radio, expliquait Mers-el-Kébir par le fait qu'à Wiesbaden les Allemands venaient de redemander la livraison de notre flotte.

M. le Ministre - C'est totalement faux.

M. Jacques Bardoux - Pui, mais Harold Nicholson n'est pas capable de mentir sciemment, et je me demande si, dans toute cette affaire, il n'y aurait pas une manœuvre allemande faisant, avant Mers-el-Kébir, avertir Londres qu'à Wiesbaden on discutait la livraison de la flotte française.

M. le Ministre - C'est très possible. Mais le 3 juillet n'a pas marqué de revirement dans la politique anglaise : depuis le 18 juin les choses ont été en s'aggravant continuellement. Le 20, de 21 heures à 1 heure du matin, le maréchal

Pétain et moi n'avons pas cessé de redire à Lord Lloyd et à sir Alexander, dans tous les détails, tout ce que nous avions prévu pour que la capture de la flotte française par l'Allemagne ou l'Italie fût absolument impossible. Il est exact que l'Angleterre et les Etats-Unis ont été inondés d'informations tendant à présenter notre gouvernement comme privé de toute liberté. J'ai montré qu'au contraire, cette liberté est totale, et le sera, jusqu'au jour, évidemment, où notre gouvernement serait mis en prison. J'ai exposé tout cela à M. Bullitt, à lui seul j'ai ouvert entièrement le dossier britannique, et il est parti hier pour en rendre compte à M. Roosevelt.

J'arrive ainsi à nos relations avec les Etats-Unis.

Une des périodes les plus dramatiques a été celle des 13-17 juin, où le Gouvernement Reynaud a tardé à demander l'armistice; tardé nécessairement, puisqu'il devait d'abord entendre M. Churchill. Le 13, à Tours, je suis allé le chercher ainsi que lord Halifax et lord Beaverbrook, à leur descente d'avion, et le ai exposé la situation de l'armée et la nécessité d'un armistice. La réaction de M. Churchill a été immédiate : "Je n'accepte pas que la France demande l'armistice avant que nous ayons informé de la situation M. Roosevelt, que celle-ci peut déterminer à entrer en guerre". Un dernier appel aux Etats-Unis fut donc rédigé, par M. P. Reynaud, le 13 au soir, à Tours, et envoyé le 14.

...

M. le Ministre en donne lecture.

M. le Ministre-Nous avons attendu quatre jours la réponse, elle nous apportait des encouragements, mais pas la moindre assurance. Dès le 16, M. Biddle, qui remplaçait M. Bullitt nous disait savoir qu'elle était négative.

La semaine d'après, pendant les négociations d'armistice, chaque jour M. Roosevelt nous télégraphiait, sous la pression ininterrompue du gouvernement britannique, pour nous demander, en termes qui mettaient assez crûment en jeu le maintien de l'amitié américaine, de ne pas livrer notre flotte et notre aviation. Le 18, après un de ces messages, j'ai affirmé à M. Biddle que le Gouvernement français était irrévocablement décidé lui-même à poser cette condition comme absolue et sine qua non.

Vers le 20 juin, des menaces japonaises se dessinant vers l'Indo-Chine, j'ai fait demander ce que ferait M. Sumner Welles si elles se réalisaient : il a répondu qu'il n'éléverait même pas une protestation. J'ajoute que depuis lors la situation s'est améliorée, et je suis convaincu que le voyage de M. Bullitt contribuera à l'améliorer encore. Nous avons toujours tenu Washington au courant de tous les incidents franco-anglais, mais, quand nous soulignions notre désir de ne pas rompre les relations avec Londres, Washington répondait qu'il ne désirait nullement nous servir d'intermédiaire.

Au lendemain de Mers-el-Kébir, le Maréchal Pétain qui n'en est pas prodigue, adressait un message personnel à

M. Roosevelt (M. le Ministre en donne lecture). Nous n'avons encore reçu aucune réponse. Il est vrai que tous les câbles sont anglais, et nous avons le sentiment qu'un quart seulement de nos télégrammes parvient aux Etats-Unis et que l'Angleterre connaît notre chiffre.

M. Henry Haye.- C'est une des raisons pour lesquelles M. Bullitt a décidé son voyage.

M. le Ministre - L'Angleterre inonde le monde de câbles tendancieux sur nous.

Nous avons traversé une période très dure de nos rapports avec l'Amérique, je les envisage aujourd'hui avec plus d'optimisme. Nous entendons maintenir avec elle notre amitié aussi étroite que possible; j'ai dit que, si une vague d'anglophobie se lève en France, elle n'atteindra pas nos sentiments envers les Etats-Unis, ainsi qu'on a déjà pu le voir à d'autres époques comme celle de Fachoda. J'ai dit à M. Bullitt que je tiens avant tout à des relations de confiance et d'entièvre sincérité, en toute clarté.

M. Albert Buisson.- Je crois bien connaître l'Américain : il a horreur du mensonge et des exagérations. Quand'il comprendra combien il a été dupé par une propagande mensongère, il se retournera contre les auteurs de cette propagande.

M. Labrousse - L'Amérique a-t-elle appuyé davantage l'Angleterre depuis l'armistice ?

M. le Ministre - Non

M. Charles Reibel - Un des textes que vous nous avez lus fait allusion à l'hypothèse d'une défaite anglaise et d'une menace contre les Etats-Unis. A-t-on des raisons d'envisager cette hypothèse.

M. le Ministre - Il n'y est fait allusion que comme à ce qui est une hantise américaine.

En ce qui concerne nos contacts avec le gouvernement belge, qui a suivi le gouvernement français, je les ai maintenus constants; ce gouvernement, après l'armistice, a délibéré en ma présence et décidé de présenter au Reich une demande analogue portée à M. de Lequerica et à la Commission d'armistice français le 25 juin, elle n'a reçu aucune réponse: le gouvernement allemand ignore le gouvernement belge.

Un délégué de ce gouvernement a pu toutefois obtenir de se rendre à Bruxelles; il a vu le roi au château de Laeken, où le souverain se considère comme prisonnier et refuse de participer à aucun acte politique - ce qui lui vaut une popularité immense : il apparaît aux Belges comme une sorte de réserve et un grand symbole, et sa position est très forte. La Belgique est gérée par les Secrétaires-Généraux des Ministères, sous

contrôle de l'administration militaire allemande. Le gouvernement belge en France habite Vichy, nous avons avec lui les meilleurs rapports, il évite de nous créer aucune difficulté, et se considère actuellement comme désigné pour se consacrer particulièrement aux questions intéressant les réfugiés.

M. Thoumyre - Avait-il réellement et totalement rompu avec le roi ?

M. le Ministre - Sans aucun doute, en ce qui concerne M.M. Pierlot, Spaak, Gutt et le général Denis. Peut-être d'autres ont-ils conservé des contacts, difficilement évitables d'ailleurs en raison des circonstances.

M. le Président - A-t-on, par la Commission de Wiesbaden, quelque hypothèse sur le sort réservé aux provinces belges ?

M. le Ministre - Ceci touche aux négociations que visait votre dernière question. J'y viens.

Pendant les discussions relatives à l'armistice, l'Allemagne, comme nous l'avions fait en 1918, s'est refusée à nous donner la moindre vue sur le futur traité de paix. Celui-ci, d'ailleurs, sera fonction de l'issue de la lutte entre l'Allemagne et l'Angleterre. Il est donc impossible d'obtenir à ce sujet des renseignements, et il serait dangereux d'en demander, le Général Huntziger, homme des plus remarquables, l'a bien précisé. Nos seuls contacts avec les Gouvernements allemand et italien sont les Commissions d'armistice de Wiesbaden et de Turin.

A Wiesbaden, les rapports ont été très durs, très secs, encore que l'attitude fût correcte; ils se sont seulement un peu détendus depuis que le général Stüppfnagel a appris l'affaire d'Oran : elle l'a beaucoup ému, il s'est incliné devant le général Huntziger et lui a tendu la main.

Nous avons recommandé à nos plénipotentiaires d'éviter tout geste qui laissât oublier que nos adversaires sont des vainqueurs, et nous des vaincus, mais aussi de marquer que la France a fait des sacrifices considérables pour tenir sa parole et que, en échange, nous demandons à l'Allemagne d'en faire pour adoucir les conditions de l'armistice. Les gouvernements allemand et italien sont allés au-devant de ces demandes : car, lorsque, le 4 juillet, partaient celles qui visaient à obtenir une suspension des clauses concernant la flotte et l'aviation, elles se sont croisées avec un télégramme par lequel nos adversaires nous renraient notre liberté à cet égard.

Nous avons profité de ces dispositions favorables pour demander que le Gouvernement français pût se transférer à Versailles, qui deviendrait une sorte de Cité vaticane, sans occupation allemande. Les Allemands déclarent être forcés de continuer à occuper Paris, noeud de communications ferroviaires qui leur apparaît indispensable pour assurer leur liaison avec les ports du sud-ouest. En revanche, nous pensons obtenir qu'ils libèrent le quartier central, celui des Ministères, pour y

réinstaller ceux-ci; la communication serait assurée entre ceux-ci et Versailles par route et voie ferrée, ainsi qu'entre Versailles et la zone libre. Telles sont nos demandes; j'espère que nous pourrons aller à Versailles à la fin du mois, certains Ministres peut-être même résider à Paris, comme celui des Travaux Publics, mais non, évidemment, moi-même, qui, avec le corps diplomatique, serais à Versailles.

M. Paul-Boncour - La communication de Versailles avec la zone libre ne se ferait ainsi que sur le parcours d'une voie ferrée et d'une route, sans évacuation de territoires ?

M. Labrousse - Ce serait bien dangereux.

M. le Ministre - Tout montre qu'il faut que le gouvernement français ne tarde pas à ressaisir les leviers de commande. C'est pourquoi, en premier lieu, le Maréchal Pétain s'est refusé à quitter le territoire métropolitain, sachant d'ailleurs qu'il n'y avait aucune défense réelle possible en Afrique du Nord; il s'agit de défendre l'âme française contre la nazification; actuellement, agissant sur plusieurs plans à la fois, les Allemands, tandis qu'ils empêchent les patrons de revenir, insinuent aux ouvriers que leurs patrons les ont abandonnés. C'est au centre du péril que nous devons aller faire notre devoir, et c'est pourquoi je n'excluais pas, tout à l'heure, le risque pour le Gouvernement d'être un jour, mis en prison.

Quant aux Italiens, dans de récentes conversations particulières, ils multiplient des propositions nous incitant à travailler ensemble contre l'Angleterre. Nous nous y refusons, et d'autant plus que je ne crois pas que l'Allemagne souhaite une coopération franco-italienne.

Nos contacts avec l'Allemagne vont désormais se faire aussi par notre délégué général dans les régions occupées, M. Léon Noël, homme de haute valeur, qui est parti hier matin. Nous lui avons demandé de venir nous dire quelles sont les questions à trancher, ainsi que les moyens dont il a besoin. Le Ministre allemand à Paris, M. Schmidt, lui a demandé de le voir; - il peut se produire là quelque chose d'utile : rappelez-vous la mission Saint-Vallier auprès de Manteuffel. Il faut certainement que nous collaborions avec les Allemands, dans la dignité, et dans toute la mesure où ils ne nous demandent pas des choses impossibles. J'attends de ces contacts des améliorations profondes, d'ici à quinze jours, notamment en ce qui concerne les conditions d'occupation, le retour des réfugiés - et aussi les questions monétaires, qui sont importantes; car il ne faut pas que, par des émissions massives, les Allemands cherchent à pousser la France dans le cycle infernal de l'inflation.

M. Camille Perrand - Il y a deux ou trois mois, j'avais demandé, devant la Commission, si la Turquie, qu'on m'avait dit être devenue germanophile, tiendrait ses engagements envers nous.

M. le Ministre - Il n'y avait aucune illusion à se faire. Dès la déclaration de guerre de l'Italie, Ankara nous a opposé le protocole II des accords, tandis que la Russie renvoyait un représentant à Rome. La Turquie défendra seulement ses intérêts.

M. Paul-Boncour - Ne prévoit-on pas un conflit d'intérêts avec l'Allemagne pour la Russie, quand celle-ci aura réalisé tous ses desseins dans les Balkans?

M. le Ministre - Les a-t-elle tous réalisés, et n'a-t-elle pas repris le rêve de Pierre le Grand du côté du Bosphore ? Je ne crois pas à un tel conflit pour le moment.

M. le Président - remercie M. le Ministre pour la courtoisie de son accueil et la confiance témoignée à la Commission.

Séance levée à 19 heures .1. / en n'importe quelle
arrêté à Vichy le 18 Juillet 1940 .
marqué exact .
Le Vice-président .

Marcel Paul.

SENAT

Commission des Affaires Etrangères
et de
Politique Générale des Protectorats.

République Française

Paris, le

6 Mars

1940

Monsieur et Cher Collègue,

M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères et de la Défense Nationale, vient de me faire savoir, en réponse au désir exprimé par notre Commission au cours de ses dernières délibérations, et que je lui avais fait connaître, qu'il acceptait de venir devant nous le mercredi 20 mars à 15 heures, pour nous exposer, avant la séparation de Pâques, l'ensemble de la situation diplomatique et militaire. Aucune date plus rapprochée n'a pu être retenue, en raison des obligations résultant, pour M. le Président du Conseil, de diverses circonstances diplomatiques, militaires ou parlementaires.

Avant cette séance du mercredi 20 mars, notre Commission se réunira, le vendredi 15 mars, pour entendre le rapport de notre Collègue M. Aimé Berthod, sur la situation dans les Balkans, et procéder à un examen de la situation internationale avant l'audition de M. le Président du Conseil.

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire tout votre possible pour assister à ces deux séances des 15 et 20 mars prochains, et de me faire connaître, préalablement, les questions que vous désireriez voir poser à M. le Président du Conseil lors de son audition.

Je vous prie d'agréer, Monsieur et Cher Collègue, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Président de la Commission,

Henr. Bérenger